GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 35 F

Bimestriel n° 95 – 16e année – septembre-octobre 1997

LE TRAVAIL DES FEMMES AU XIXe SIECLE

par Jean-Louis Pilliat 1

LA VIE AGITEE DE BAKOUNINE

par Adolphe Retté 7

LE PIEGE COOPERATEUR (1848-1871)

par Alain Dalotel 11

HONG KONG, 1er JUILLET 1997 : ET APRES ?

par J.J. Gandini 15

L'EFFORT MILITAIRE CATALAN DURANT LES PREMIERS MOIS DE LA GUERRE CIVILE

par Cyril Le Tallec 20

Et aussi…

Courrier des lecteurs	p. 23
Médias	p. 24
Le temps des livres	p. 26
La librairie	p. 31
L'amateur de livres	p. 32

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire
Numéro 95
septembre-octobre 1997

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
39-41, rue de la Harpe
Tél. : 02.32.33.22.33

Directeur de la publiction :
Georges PELLETIER
Secrétaire de rédaction :
Claude VIRLOUVET
Secrétaire :
Françoise BERANGER
Avec la collaboration
pour ce numéro de
S. BOULOUQUE
E. COMMUN
A. DALOTEL
J.-J. GANDINI
C. JACQUIER
J.-J. LEDOS
C. LE TALLEC
G. PELLETIER
J.-L. PILLIAT

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

© Editions Floréal
Tous droits de reproduction
des articles et documents publiés
strictement réservés.

Les manuscrits
ne sont pas renvoyés.

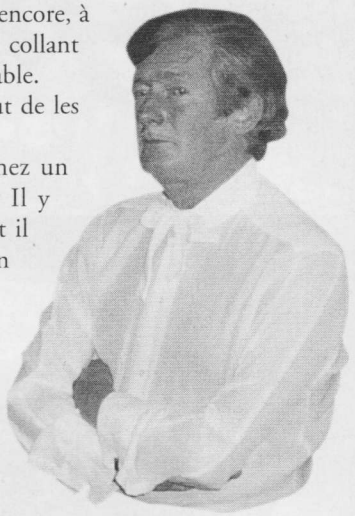
Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris - Tél. 01.40.24.21.31

Imprimé en France

Secrétariat de rédaction
et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

EDITORIAL



Sans lui, jamais GAVROCHE n'aurait vu le jour. Je le revois encore, à nos débuts, les papiers étalés sur la grande table de son salon, collant avec amour les morceaux d'articles qu'il avait découpés au préalable.

Ces articles, il les avait lus, relus, corrigés, désireux avant tout de les rendre attractifs pour nos lecteurs.

N'était-il pas alors - en 1981 - directeur de fabrication chez un imprimeur des principales maisons d'édition parisiennes ? Il y côtoyait de grands écrivains - notamment les prix Goncourt, et il est probable que son discours a dû en ravir plus d'un, tant son érudition était grande. Littérature ou poésie, musique ou peinture, rien ne lui était étranger. Il y allait de sa prose, versifiait avec talent, peignait ou dessinait avec passion. On retrouvera entre autres dans les premiers numéros de GAVROCHE les grilles de mots croisés qu'il était fier de soumettre à la sagacité de nos lecteurs.

L'originalité de ses œuvres est empreinte de sa gentillesse, de sa douceur, mais surtout d'un humour dont il ne se départissait jamais : "Il ressemble à l'acteur Jean Rochefort !" disait-on dans son entourage. Pour parfaire son portrait, on ne peut passer sous silence sa véritable vénération pour la mer : c'est sur son petit voilier qu'il était le plus heureux...

Georges Potvin est né au Havre en 1925. A la guerre, sa famille croit se mettre en sécurité en déménageant à Rouen. Son père, journaliste, est engagé au Journal de Rouen. Mais il quitte bien vite ce quotidien qui fleurait trop la collaboration. Après les années de galère, père et fils travaillent à la Libération dans le journal *Normandie* qui deviendra - il y a exactement 50 ans - *Paris-Normandie.* D'un esprit totalement indépendant, pour des raisons que beaucoup trouveraient futiles, il se met au service d'hebdomadaires régionaux, à Aumale en Seine-Maritime, puis au Neubourg dans l'Eure.

C'est là, en 1949, que je le rencontre. Il s'occupait à part entière du *Courrier du Neubourg* dont le patron lui laissait une entière liberté de mouvement. Le journal soutenait alors activement le député Pierre Mendès-France, qui rendit célèbre la ville proche de Louviers. Georges fut incontestablement marqué par la fréquentation de cet homme qu'il estimait remarquablement intelligent quoique un peu autoritaire. Il resta onze ans dans ce bourg de province y menant l'existence calme d'un bon père de famille.

Mais la ville l'aspire bientôt. Il entre à *La Dépêche d'Evreux,* autre hebdomadaire, dont le patron était lui aussi proche de Mendès. En 1960, abandonnant le journalisme, il rejoint l'édition où très rapidement il accède a un poste de responsabilité.

Malgré l'important travail que lui imposaient ses fonctions, Georges accepte d'emblée d'intégrer la modeste équipe (avec Luxardo, Sandrin et moi-même) ayant pour charge d'assurer la difficile relève du *Peuple français* que notre ami Gilles Ragache était contraint d'abandonner pour des raisons professionnelles. Comme je l'ai déjà dit, je suis certain que sans ses connaissances et son concours permanent nous n'aurions jamais réussi ce pari que beaucoup jugeaient difficile.

Bientôt la maladie s'en mêla. Il résista avec courage au "Parkinson" qui le rongeait de jour en jour. Il écrivait avec des difficultés de plus en plus contraignantes, passant de la plume à la machine à écrire puis à l'ordinateur. Il y a un an Georges demanda à notre ami Claude Virlouvet de l'aider, puis de reprendre le travail qu'il assumait.

Le lundi 1er juillet, il s'éteignit. Selon sa volonté, ses cendres ont été dispersées dans l'Océan.

A ta manière, je te dis à mon tour : "Salut à toi, vieux frère !"

Georges Pelletier

A NOS ABONNÉS

Avec le prochain numéro, beaucoup d'abonnements arriveront à leur terme. L'année passée nous vous avions demandé de nous adresser le montant de votre réabonnement, soit par chèque ou par virement à notre CCP 5027 58 E Rouen (spécifier sur le talon : réabonnement 1998). Ce procédé nous avait permis de réaliser l'économie de relances onéreuses et fastidieuses. Pour 1998, nous vous demandons donc, à réception du numéro 96 de vouloir nous régler votre réabonnement dont le montant reste le même (Nous maintiendrons notre tarif actuel aussi longtemps que nous le pourrons).

Merci pour votre compréhension et votre fidélité.

GAVROCHE

Le travail des femmes au XIXe siècle

La condition ouvrière au XIXe siècle est un sujet qui a été longuement étudié par les historiens, les sociologues et même les moralistes. Certains se sont penchés sur son aspect global (1), d'autres ont limité leurs recherches au travail des enfants (2) ou des femmes. La condition ouvrière féminine, objet de nombreux ouvrages, continue actuellement de nous interpeller, ne fût-ce que par le rôle grandissant de la femme dans la vie active ou plutôt, peut-être, corollaire négatif de ce phénomène, par le taux de chômage qui accompagne cet essor.

Il serait bon alors de rappeler ce qu'étaient les conditions de travail et de vie d'une femme au siècle dernier en France, à la suite de la première Révolution Industrielle, en nous limitant toutefois à l'usine, à la "fabrique" disait-on alors, et de situer ces conditions tout au long de l'évolution féminine dans la société. Pourquoi limiter cette recherche au seul secteur industriel ? Parce que, d'une part, dans le domaine agricole, traditionnellement l'épouse et la fille ont été intimement associées aux travaux de l'homme, d'autre part, faute d'enquêtes, sauf dans des cas particuliers ne reflétant pas la tendance nationale, il n'est guère possible, dans l'artisanat ou "l'industrie familiale" du XIXe siècle, de pouvoir obtenir des résultats quantitatifs ou qualitatifs objectifs.

Les femmes à l'usine

"Rien n'est plus difficile à mesurer et même à saisir que l'activité professionnelle des femmes au XIXe siècle. Elle n'a été comptabilisée que partiellement." (3) Toutefois, si les statistiques sont à prendre avec précaution, pour cette période et ce type d'activités, certaines idées peuvent être dégagées avec certitude.

En premier lieu, si au cours du XIXe siècle, la proportion d'hommes actifs augmente plus que celle des femmes – chose normale quand on pense que le rôle traditionnel de la femme se résume à celui d'épouse et mère – on constate cependant au cours du XIXe siècle que la population active féminine augmente, pour atteindre en 1906, 46,3 % des femmes en âge de travailler (4) ; toutefois en 1906 on peut compter raisonnablement que la proportion des travailleurs s'établit sur la base de deux femmes pour trois hommes. Ensuite, si l'on considère les différents secteurs d'activités industriels, on sait que la majorité des femmes est, à cette époque, employée dans le textile : au milieu du siècle *"les femmes constituent avec les enfants jusqu'à 75 % de la main-d'œuvre textile"* (5) ; une observatrice de la fin du siècle estime que les femmes représentent, dans les différentes branches de l'activité textile, plus de 50 % des effectifs, le taux pouvant monter jusqu'à 90 % selon les régions (6). Mais les femmes occupent de nombreux emplois

dans d'autres industries, par exemple les conserveries alimentaires, les industries des tabacs et celles des allumettes, la papeterie, même la métallurgie ; on les a vues dans les mines de charbon : bien que dans certains bassins elles ne travaillent plus "au fond" depuis 1848. Dans une enquête menée en 1872 on peut lire ceci : *"(...) dans les mines du Nord, le personnel ne comprend que 5,17 % de femmes, dont moins de la moitié sont occupées au fond ; dans les mines du Hainault, [le personnel] comprend 15,9 % [de femmes] dont les deux tiers sont occupées au fond."* (7) Comme le montrent ces derniers chiffres, le nombre et la proportion de femmes à l'usine varient avec plusieurs facteurs, par exemple le type d'activité, l'âge, la région. D'une manière générale, l'ouvrière, peu ou non qualifiée, occupe un poste subalterne dont la stabilité dépend de la conjoncture économique. Par ailleurs dans certaines activités la proportion de femmes varie avec l'âge : dans les mines du Nord par exemple, plus de 88 % des ouvrières sont en fait des filles de 10 à 20 ans, moins de 10,5 % ont entre 20 et 50 ans, le reste, environ 1,5 %, ayant plus de 50 ans. Enfin – on le concevra aisément – il existe une véritable géographie des professions féminines qui met particulièrement en évidence le nord et le nord-est du pays, du fait de la grande importance des usines textiles dans ces régions.

Quelles conditions de travail connaissent les femmes à l'usine ? Il faut rappeler que le travail de la femme est le plus souvent la poursuite de ce qu'elle a connu étant enfant, parfois très tôt : en effet il est courant, au XIXe siècle, de voir une jeune mère emmener à l'usine son nourrisson que, faute de moyens, faute de crèche aussi (8) elle ne peut faire garder ni laisser seul à son domicile 15 heures ou plus. Ainsi, au contact de l'atelier, la fillette s'imprègne de cette ambiance, dans laquelle, comme la plupart d'entre elles, elle va passer l'essentiel de son existence. En moyenne, avant 1841 (date de la première loi concernant le travail des enfants, et donc des jeunes filles) l'âge minimal d'embauche est de 8-9 ans – mais on connaît les abus commis par cer-

LES FEMMES ONT-ELLES PARTICIPÉ AUX GREVES ?

En 1869, dans le bassin d'Aubin (Aveyron), le 16 juin, "deux ouvriers au travail (chargement) [sont] enlevés par leurs camarades ; les femmes les frappent au visage (...)." Le 8 octobre suivant, au cours d'une fusillade, 14 morts dont 2 femmes et un enfant de 10 ans.

Le 31 mars 1870, au Creusot, "600 mineurs, hommes et femmes, se rassemblent au puits des Moineaux, pour s'opposer à la descente de l'équipe (...). Le 1er avril au matin une émeute au puits Chaptal marque la sortie des "remontées", sous les huées des femmes et des enfants. Le même jour, vers midi, 3 000 manifestants (dont près de 500 femmes avec leurs enfants) jettent des projectiles et roulent des pierres dans les fosses du puits des Moineaux (...). Le 2 avril, un rassemblement de femmes insulte les forgerons à la rentrée du matin." La répression touchera d'ailleurs plusieurs femmes : arrestation de l'une d'entre elles le 1er avril, de 3 le lendemain...

En Alsace, en juillet 1870, en particulier à Mulhouse, on assiste régulièrement à des manifestations revendicatives pacifiques, "hommes, femmes, enfants (...) "qui déambulent (...) sans troubler l'ordre public. Les femmes organisent des promenades du même genre et traversent les rues (...)". On signale par exemple, le 8 juillet, dès six heures du matin, une "longue procession de 2 000 hommes et femmes qui remplissent les rues, enfants en tête, et chantent (...)."

Cité dans F. L'Huillier, *"la lutte ouvrière au Second Empire", Cahiers des Annales,* A. Colin, 1957.

tains employeurs, avec la complaisance des parents !... Or donc prenons le cas de la femme dite adulte, ce qui va toutefois nous poser le problème de l'âge, Si l'on considère que l'espérance de vie au XIXe siècle est bien inférieure à celle de notre époque : aussi considérons nous qu'au XIXe siècle une femme est adulte à partir de 18 ans. Ce fait admis, certaines femmes travaillent alors depuis au moins dix ans, dans des conditions qu'a décrites Villermé (9) et plus tard Sandrin : horaires journaliers variant de 10 à 14 heures, parfois plus selon certaines entreprises, risques fréquents d'accidents résultant de l'exiguïté des ateliers ou d'une absence de protection vis-à-vis des machines, maladies nombreuses liées à l'insalubrité des lieux...

Jusqu'à présent ces remarques ne distinguent guère les femmes des hommes. Quelles conditions particulières connaissent-elles à l'usine ? Dans son chapitre intitulé "l'ouvrière" (10), Madeleine Rebérioux présente les femmes comme *"(...) un volant de main-d'œuvre beaucoup plus facile à comprimer que celui des hommes (...). En cas de crise conjoncturelle ou, plus banalement, de morte saison, c'est elles qu'on renvoie les premières."* Mais, explique aussi l'historienne, le patronat met délibérément les femmes en concurrence avec les hommes en remplaçant certains ouvriers, qualifiés certes, mais revendicatifs et indisciplinés, par des femmes, plus dociles et surtout prêtes à accepter n'importe quel travail pour n'importe quel salaire. Les particularités du travail féminin sont dans ces mots, docilité et sous-paiement. On verra plus loin dans quelle mesure la femme a supporté cette soumission. Il convient d'abord d'évoquer le problème salarial chez les ouvrières.

Selon les renseignements fournis par le rapport de Villermé, on constate qu'entre 1833 et 1835, dans le textile, le salaire moyen d'une femme représente entre 30 et 58 % de celui d'un homme ; selon Madeleine Rebérioux en 1872 il s'établit à 43 %. En règle générale, pour un travail identique et de même durée, une femme est bien moins payée qu'un homme : "Jusqu'à la fin du siècle au moins, presque tous les hommes perçoivent le salaire féminin comme un salaire d'appoint : n'est-ce pas à l'homme que doit revenir le soin de nourrir "sa" famille ? Et si la femme est seule, peut-on imaginer qu'elle ait les mêmes besoins que l'homme ?" (11) L'inégalité salariale est ainsi légitimée par la nature-même de la femme ; cependant elle s'explique aussi par le manque de qualification chez l'ouvrière qui, le plus souvent, s'est formée "sur le tas", en regardant faire ses consœurs plus âgées. Salaire insuffisant ? Pour s'en rendre compte, prenons un exemple cité par Villermé dans son rapport (12), celui d'un couple de salariés qui, en 1835, a deux enfants dont un travaille : le salaire familial annuel est de 915 F, dont 300 apportés par l'épouse ; le couple dépense 798 F par an en loyer et en nourriture, dont 219 F pour la mère ; il lui reste donc 117 F pour le reste, c'est-à-dire le mobilier, le linge, le chauffage, la lumière etc. Cette somme, affirme le rapport, est insuffisante pour couvrir l'ensemble de ces dépenses. Que dire alors d'une femme seule qui, gagnant 300 F par an, dépense déjà 219 F pour se nourrir et doit sur le reste, soit 81 F, assurer les autres chapitres budgétaires ?

Face à cette situation, il n'existe pas de multiples solutions, en particulier pour la femme seule, à laquelle nous nous intéressons surtout. En premier lieu, elle essaie d'assumer sa misère tout en la limitant : pour cela, elle loue un galetas avec une ou deux ouvrières, afin d'économiser sur le loyer, la lumière, le chauffage et le mobilier ; puis elle "rogne" sur la nourriture ce qui, ajouté aux conditions de travail, la fragilise davantage. Mais comme cela ne suffit pas à atténuer la misère, certaines ont recours, la journée passée à l'usine, au travail de nuit, du moins

jusqu'en 1892, date à laquelle cette activité est interdite aux femmes par une loi : la "veillée", comme on l'appelle à l'époque, consiste à reprendre le travail de 20 heures à minuit, et/ou de minuit à 9 heures le matin. Davantage rémunéré que le travail de jour, *"(...) de l'avis des intéressés elles-mêmes (...), il ne leur représente que déficit pour peu qu'on mette dans la balance cet indispensable appoint, la santé"* (13). Alors il ne reste à ces femmes qu'une solution extrême, faire leur "cinquième quart de la journée", c'est-à-dire se prostituer. On serait tenté d'écrire que l'ambiance de la fabrique prédispose certaines jeunes filles et femmes à se livrer à cette activité : à l'usine, *"Chacun est libre de provoquer son voisin au mal par ses gestes et son langage, de jouer avec la pudeur de la jeune fille, ou d'attenter à la fidélité de la femme mariée (...) : presque partout, le trait qui s'accentue le mieux, c'est l'insouciance pour tout ce qui concerne les mœurs."* (14) Nous ne nous étendrons pas ici sur le harcèlement sexuel exercé par les patrons, les contremaîtres et même les ouvriers, dans la mesure où il appartient de longue date au monde professionnel et relationnel. Par contre les statistiques de l'époque confirment le témoignage ci-dessus : à plusieurs reprises par exemple, Villermé fait, dans son rapport, état de femmes, parfois très jeunes qui, la journée de travail terminée, s'offrent aux passants ; il remarque aussi que le taux de naissances illégitimes augmente dans les régions industrialisées, s'établissant par exemple en Alsace à une pour cinq, autour de 1835, alors qu'à la même époque ce taux n'est, en moyenne que d'une naissance illégitime sur treize. Beaucoup d'ouvrières vivent en concubinage, certes, mais beaucoup aussi élèvent un enfant, fruit de leurs amours vénales.

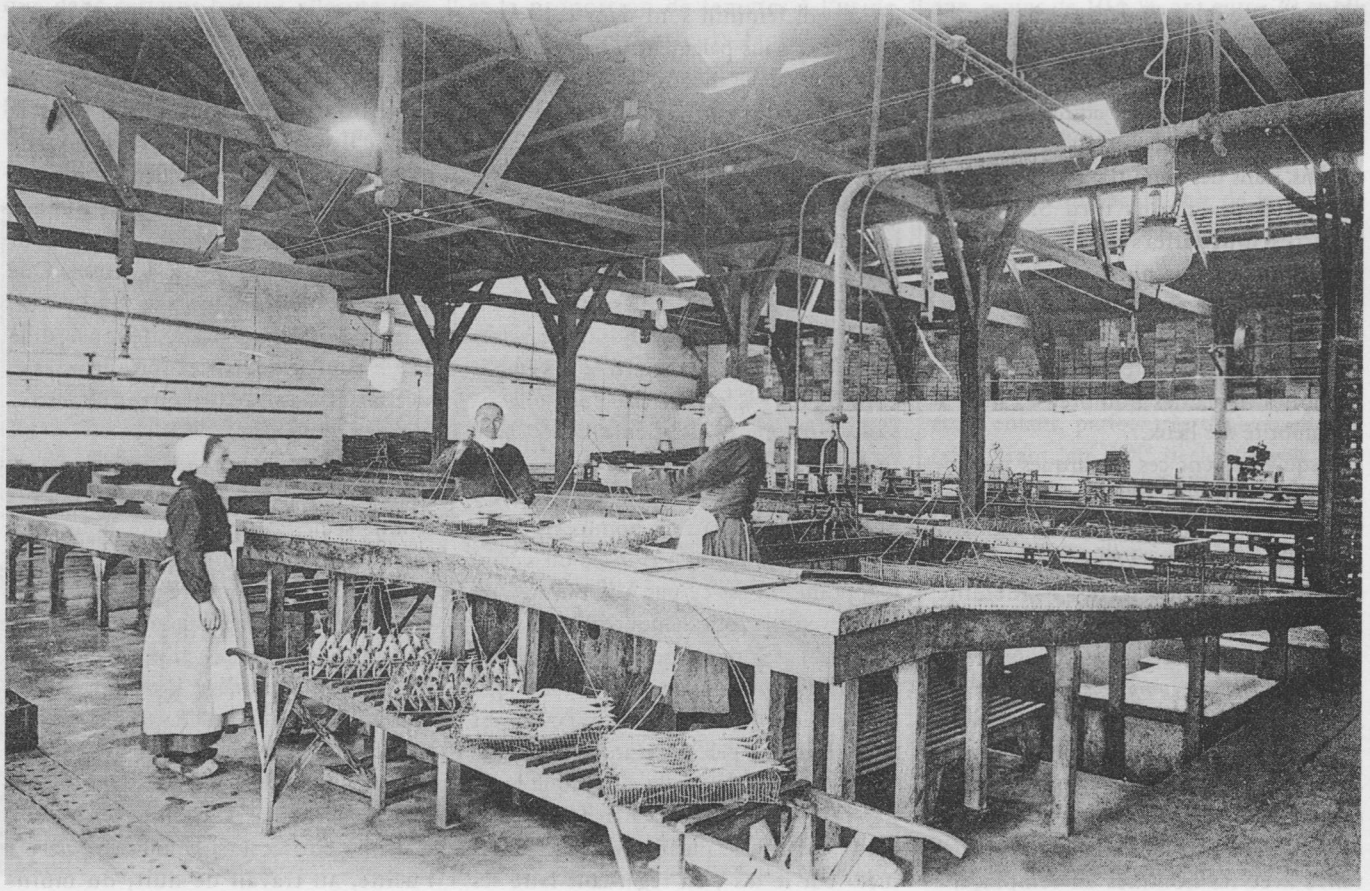
Finalement, qu'elle soit épouse et mère, ou célibataire avec ou sans enfants, l'ouvrière du siècle dernier connaît le même sort, une misère plus ou moins grande selon les situations, et qui frappe la majorité.

Itinéraire quotidien d'une ouvrière

Dans l'évocation qui va suivre, plutôt que de reproduire des extraits de témoignages ou de statistiques, ou plus simplement recopier in extenso un historien, nous avons préféré, à partir de tous les renseignements recueillis, imaginer de la manière la plus vraisemblable possible, la journée de labeur d'une ouvrière type autour de 1825, période où aucune loi ne protège celle-ci.

L'ouvrière ainsi imaginée s'appelle Anna Kämpf, elle est âgée de 23 ans ; elle travaille depuis plus de quatorze ans dans une filature de coton de Mulhouse. Comme un nombre élevé de jeunes femmes, victimes de la promiscuité régnant dans les ateliers et du relâchement des mœurs en milieu ouvrier, Anna est mère célibataire d'une fillette de deux ans. Comme aussi beaucoup d'ouvrières et d'ouvriers de l'époque, faute de ressources suffisantes, la jeune femme ne demeure pas à proximité de l'usine mais habite une petite commune située à environ une lieue – soit quatre kilomètres – de l'usine qui l'emploie ; ses parents, trop vieux pour suivre l'exemple de leur fille, sont restés au village où ils cultivent bon an mal an une terre peu étendue ; ils peuvent garder l'enfant d'Anna durant sa journée de travail ; toutefois il faut aussi subvenir aux besoins de deux garçons plus jeunes : les produits de la terre et le salaire de la jeune femme, entre 200 et 300 francs selon la conjoncture économique, suffisent à peine à nourrir cette famille.

Mais revenons à Anna qui, ce mardi matin travaille, comme six jours sur sept, à la filature mulhousienne. Selon la saison, elle se lève entre 4 et 5 heures ; la toilette est expédiée, le déjeuner – une tranche de pain et un bol de café ou de



lait – vite pris. Après avoir confié sa fillette à ses parents et préparé son repas de midi dans un panier, Anna prend à pied la route de la filature ; il lui faut marcher une heure en été, le double parfois en hiver, par n'importe quel temps, les sabots s'enfonçant dans la boue du chemin lorsqu'il pleut, la bise s'engouffrant sous son châle en hiver. Il faut cependant arriver à l'usine à 6 heures, à l'ouverture, sinon gare à l'amende !

Pendant quatorze heures, Anna est alors confinée dans un atelier exigu, dans lequel la température varie entre 15 et 25 degrés, sans ventilation ; le caraco lui colle à la peau, elle s'est débarrassée de sa jupe afin que ses mouvements soient moins malaisés. Jusqu'à midi, elle va participer à l'épluchage du coton : *"la fibre étalée en couches peu épaisses sur une claie est battue à la main (...) ou par des machines. Les impuretés dégagées sont enlevées – épluchées – à la main par des enfants"*. (15) Anna travaille ainsi durant six heures, attentive aux machines qui l'entourent, aux enfants insouciants des dangers omniprésents et aux hommes dont les gestes sont aussi lestes que les propos. Pendant la durée du travail, interdiction est faite de parler, chanter, manger, s'absenter sans permission de contremaître et sans être remplacée ; dans cet état, Anna peut encore s'estimer heureuse que ses parents puissent lui garder sa fillette quand elle est à la filature, évitant ainsi à la mère de devoir y emmener l'enfant, de s'arranger pour veiller sur elle tout en accomplissant sa tâche et surtout de l'exposer aux conditions atmosphériques des plus malsaines.

A midi, coupure d'une heure trente prévue pour prendre le repas et se reposer un peu. En fait, l'ouvrière dispose rarement de ce temps récupérateur : le travail se prolonge toujours au-delà de midi et parfois il faut attendre la remplaçante, la machine, elle, ne prenant pas de repos ! Comme la plupart des ouvrières, Anna passera ces quatre-vingt dix minutes dans l'atelier même, prenant son repas tiré du panier dans un coin du local, entre les machines : sauf exception dans peu de cas, il n'existe pas de cantines, ni d'ailleurs de vestiaires ; les sanitaires, lavabos et WC, sont très rares et âprement disputés. C'est donc dans une atmosphère identique à celle dans laquelle elle travaille que la jeune femme prend un maigre déjeuner, composé généralement de pain, d'un morceau de fromage, rarement de charcuterie, parfois d'un fruit ; comment, avec une telle malnutrition, l'ouvrière peut-elle tenir le coup ? Et pourtant, comme ses consœurs, Anna reprendra sa tâche, mécaniquement, de 13 heures 30 jusqu'à 20 heures : une grande partie de l'année, la jeune femme sera entrée dans la filature à la nuit finissante pour n'en ressortir qu'à la nuit tombée...

A nouveau Anna va parcourir à pied le trajet séparant la filature de la ferme familiale, quatre lieues comme à l'aller, mais maintenant au froid, à la pluie, au vent s'ajoutent quatorze heures passées dans l'atelier, debout, confinée dans un espace exigu, à accomplir cent et cent fois les mêmes gestes. Anna arrivera chez elle épuisée entre 21 et 22 heures ; aura-t-elle alors la force de souper puisqu'il lui faudra encore s'occuper de sa fillette, parfois en été aider les siens à rentrer une récolte menacée par l'orage ? Au total – et il s'agit d'un exemple type – cette ouvrière aura passé dix-huit à dix-neuf heures de sa journée en activité ; sur les cinq à six heures restant, combien seront consacrées au sommeil indispensable, aux loisirs ?

Des réactions diverses

Comment les femmes pouvaient-elles réagir contre de telles conditions de travail et d'existence, à une époque où, rappelons-le, le droit de grève ne fut accordé aux ouvriers qu'en 1864, les libertés syndicales en 1884, à une époque aussi où

ces droits ne concernaient que les hommes, ceux-ci continuant à attribuer aux femmes un rôle subalterne et à considérer leurs activités dans l'usine comme source d'un complément à leur salaire ? La résistance féminine à l'exploitation de l'ouvrière ne sera donc pas un fait général, mais elle existera cependant et non seulement les patrons devront en tenir compte mais cette résistance permettra peu à peu aux femmes d'être reconnues par les syndicats comme des ouvrières à part entière.

Avant d'évoquer certaines formes de résistance des femmes, il nous semble indispensable de rappeler que la première de leur réaction réside dans l'essor du féminisme, non pas tellement ici sur le plan social mais surtout dans la dénonciation faite par des femmes des conditions de travail et d'existence d'autres femmes. A ce propos nous voudrions évoquer l'exemple de Flora Tristan (1803-1844), dont l'ouvrage *"l'Emancipation de la Femme"* contribua dès 1835 à stimuler le mouvement de résistance féminine ; nous voudrions aussi rappeler celui d'Aline Valette (1850-1899), enseignante, inspectrice du travail – il sera question de cette profession plus loin – et surtout journaliste à *"la Fronde"*, quotidien féministe fondé en décembre 1897 et géré uniquement par des femmes ; dans ses articles, Aline Valette *"(...) veut dénoncer une situation trop longtemps occultée, mais aussi armer les travailleuses, les rendre "conscientes de la force [qu'elles] représentent"*, les pousser à réclamer le droit de vote prud'hommal, la participation à la vie syndicale (...) ; (16). Plus tard – mais nous débordons le cadre temporel de cet article – Marcelle Capy (1881-1962) prendra le relais d'Aline Valette.

Or, comment les femmes ont-elles lutté contre le sort misérable qui leur est réservé dans la plupart des usines au XIXe siècle ? Dans un chapitre intitulé *"l'ouvrière"*, l'historienne Madeleine Rébérioux (17) rappelle que de longue date d'abord la femme est intervenue sur le terrain de la consommation, chaque fois que le pouvoir d'achat était menacé par une crise de subsistance ; ce type de phénomène marque entre autres le XIXe siècle : à plusieurs reprises, à partir d'au moins 1845, la France connaît plusieurs crises économiques qui touchent les grands secteurs industriels et sont parfois aggravées par de mauvaises récoltes ; outre le chômage et ses conséquences, elles provoquent généralement une hausse des prix ; et font descendre les femmes dans la rue ; qu'on se rappelle l'attitude des femmes de mineurs, évoquée en particulier dans Zola : *"Gardiennes du portemonnaie, anciennes ouvrières de la mine, la plupart du temps, les épouses de mineurs n'hésitent pas à manifester leur mécontentement (...)"* (18) ou, peut-être plus simplement, le droit au minimum vital, "à la subsistance", pour elles et leur famille.

Mais, dans l'imaginaire populaire, concrétisé surtout par Zola, la résistance féminine se manifeste essentiellement par la participation des femmes aux grèves du siècle. Il convient ici de rétablir une vérité fondée sur plusieurs arguments. D'une part, comme nous l'avons évoqué précédemment, les femmes d'ouvriers, ouvrières elles-mêmes ou non, ont participé aux mouvements revendicatifs dans la mesure où elles ont senti menacé le pouvoir d'achat familial, n'hésitant pas d'ailleurs à utiliser les enfants comme moyen de pression sur le patronat, voire les forces de l'ordre : de ce point de vue, les grèves de femmes sont essentiellement défensives et, lorsqu'elles sont organisées par elles seules, relèvent plus de la fête que du mouvement revendicatif, *"(...) avec des manifestations juvéniles, bruyantes et colorées, dont la respectabilité syndicale redoutait l'impertinence. (...) Dans la vie monotone de ces jeunes femmes, la grève revêt souvent l'allure d'une fugue, d'une fête."* (19) D'autre part, il est certain que bien souvent, par désespoir plus que par besoin d'émancipation, les femmes ont soutenu les hommes dans les mouvements de grèves, et encore : on peut se demander dans quelle mesure elles n'ont pas plutôt servi de "tampons" entre les ouvriers, le patronat et les pouvoirs publics, pour "limiter la casse", éviter une répression qui ne pouvait qu'être pernicieuse au mouvement ouvrier. Finalement, en participant aux grèves qui ont marqué le XIXe siècle, les femmes n'ont-elles pas voulu surtout, consciemment ou non, être les médiatrices entre le monde ouvrier d'une part, la bourgeoisie patronale et gouvernementale d'autre part ?

(à suivre)

Jean-Louis Pilliat

RÉACTION DANS LES MAGASINS

Lettre envoyée au journal *"La Fronde"*, le 6 mars 1898.

"Nous sommes employées de magasin dans une des rues les plus fréquentées de Paris. Nous avons pour occupation de surveiller la marchandise exposée au dehors. Nous devons donc rester debout, exposées à toutes les intempéries pendant des heures et des heures. Nous devons entendre, sans dire rien, les réflexions plus ou moins convenables de messieurs qui, parce que vous êtes femme et jeune, se croient tout permis. Nous devons même garder un air aimable, sans quoi nous courons le risque d'être renvoyées. Et savez-vous ce que nous touchons pour une situation aussi misérable, de 40 à 60 F par mois, selon le degré d'ancienneté dans la maison.

Dites, Madame [la lettre est adressée à Aline Valette] est-ce que notre sort est moins intéressant que celui des ouvrières de l'atelier et de l'usine ? Pourquoi s'occupe-t-on d'elles et ne s'occupe-t-on pas de nous ? Tenez ! Une de nos compagnes est morte, cet hiver, de la maladie gagnée à rester, comme nous sommes, exposées à tous les vents (...)".

(1) Voir à ce sujet Cl. Fohlen, *"Le travail au XIXe siècle"*, *"Que sais-je ?"* 1967.

(2) J. Sandrin, *"Enfants trouvés, enfants ouvriers"*, Aubier, 1982.

(3) S/don J. Dupâquier et D. Kessler, *"La société française au XIXe siècle"*, Hachette, coll. *"Pluriel"*, 1995, p. 237.

(4) Ibid, p. 253.

(5) *"L'histoire"* n° 195, janvier 1996, p. 31.

(6) Marcelle Capy – Aline Valette, *"Femmes et travail au XIXe siècle"*, Syros, 1984, p. 44 et suivantes.

(7) In *"Bulletin de la société de l'industrie minérale"*, district du Nord, 1872, p. 300.

(8) Voir à ce sujet *"L'Histoire"* n° 67, mai 1984, p. 86 à 89.

(9) L.R. Villermé, *"Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés les manufactures de coton, laine et soie"* Paris, Renouard et Cie, 1840.

(10) In *"Misérable et glorieuse, la femme du XIXe siècle"*, collectif, Fayard, 1980, p. 59 et suivantes.

(11) Ibid.

(12) L.R. Villermé, ouvrage cité.

(13) M. Capy-A. Valette, ouvrage cité, p. 51.

(14) Abbé Cetty, *"La famille ouvrière en Alsace"*, Rixheim, 1883, p. 138-139.

(15) J. Sandrin, *"enfants trouvés, enfants ouvriers"*, Aubier, 1982.

(16) Cité dans "Marcelle Capy-Aline Valette", coll. *"Mémoire de femmes"*, éd. Syros, 1984.

(17) M. Rébérioux, in *"misérable et glorieuse, la Femme au XIXe siècle"*, Fayard, 1991.

(18) B. Plessy-L. Challet, *"la vie quotidienne des mineurs au temps de Germinal"*, Hachette 1984.

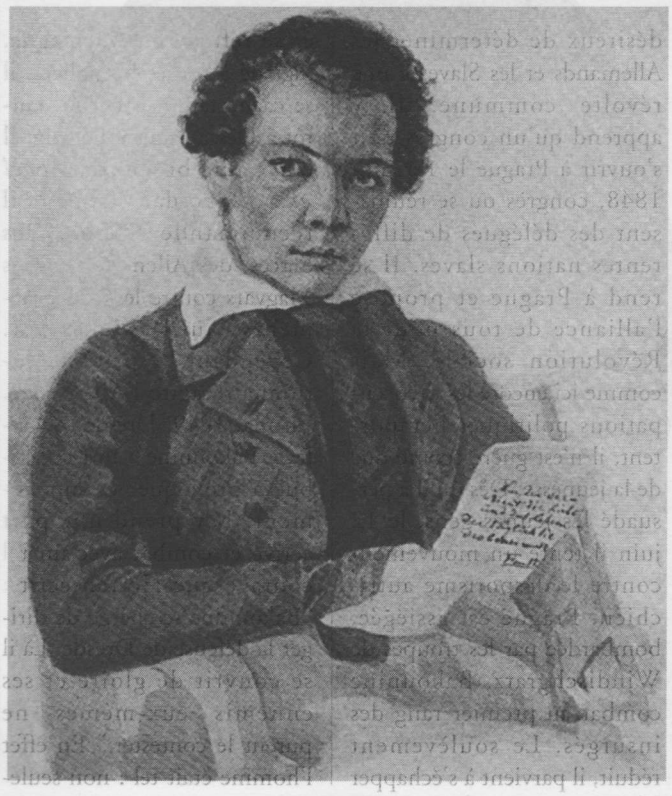
(19) *"L'Histoire"*, n° 195, janvier 1996, p. 32-33.

La vie agitée de Bakounine

En 1896 paraissait chez l'éditeur Perrin,* la Correspondance *de Michel Bakounine. Cet ouvrage, préfacé et annoté par Michel Dragomanov fit l'objet d'un résumé dans un numéro de* La Plume, *revue littéraire, artistique et sociale - Numéro 172 du 15 juin 1896 - sous la signature d'Adolphe Retté. Nous reproduisons ici l'ensemble de cet article dont on remarque le style alerte et dont le texte nous paraît résumer parfaitement la vie de ce révolutionnaire méconnu.

Michel Alexandrovitch Bakounine naît en 1814 d'une famille noble et très riche. A l'âge de vingt ans, après de fortes études, il entre à l'école d'artillerie de Pétersbourg. Il en sort au bout d'un an et est envoyé comme officier dans un régiment caserné en province. Dégoûté tout de suite de l'existence imbécile que mènent les soudards à galons, il démissionne (1835) et vient résider à Moscou. Là, il s'adonne passionnément à l'étude des philosophies et s'enthousiasme pour Hegel. Il est à cette époque conservateur à outrance ; il accepte le despotisme de Nicolas Ier, il le vante même dans un article publié par l'*Observateur* de Moscou.

Tout de suite il prend un grand ascendant sur ses amis Ogareff, Biélinski, Katkoff et même Herzen. Mais ses idées absolutistes, bien qu'il les charme par sa parole brillante, les soulèvent bientôt. De là, des brouilles, et des raccommodements continuels. Mais frappé des arguments qu'on lui oppose, instruit par de nouvelles études, Bakounine ne tarde pas à évoluer : Il se tient à l'écart, il médite, il compare. Enfin il se détermine dans le sens révolutionnaire et, immédiatement, il va plus loin que quiconque. Or comme il étouffe à Moscou car la Russie, alors comme maintenant, est une cave où la pensée s'étiole, en 1840 il part pour Berlin où il suit des cours d'histoire et de philosophie. Ses idées se précisent. Il publie une brochure contre *Schelling et la révélation* (1842) et des articles rédigés dans un sens anti-chrétien et anti-autoritaire qui marquent sa nouvelle conception de la vie sociale. On y trouve cette phrase significative : "L'atmosphère de la destruction est aussi celle de la vivification". Ces publications furent remarquées. En 1843, il se rend à Zurich où il se mêle aux socialistes. Ses discours et l'influence qu'il prend le font traiter de "venin" dans un rapport policier adressé au gouvernement fédéral. Tracassé par celui-ci, il se réfugie à Paris où il écrit dans *La Réforme*. Herzen dit d'un de ses articles : "C'est le langage d'un homme libre. Il nous apparaît étrange. Nous n'avons pas l'habitude de ces choses là. Nous sommes habitués aux allégories et nous nous étonnons en entendant un Russe parler librement comme quiconque, enfermé dans un souterrain, s'étonnerait de voir la lumière ;"



Bakounine retourne en Suisse et s'occupe de grouper les réfugiés slaves. La police le signale à l'ambassade russe comme inquiétant. Il reçoit l'ordre de rentrer en Russie. En effet, comme on le sait, les sujets russes appartenant à la noblesse n'ont le droit de résider à l'étranger que s'ils y sont autorisés par leur gouvernement. Ils doivent rentrer à la première injonction. Doux pays ! - Bakounine refuse. Nicolas Ier le destitue de son grade dans le *Tchin* et lui enlève ses droits civiques et ses titres de noblesse. - En 1847, il retourne de nouveau à Paris où il fait la connaissance de George Sand, de Chopin, de Lamennais et où il se lie avec Proudhon. A cette époque il est panslaviste mais d'un panslavisme spécial tendant à unir tous les Slaves pour le renversement des Etats qui se les partagent et pour l'organisation d'un système fédéral basé sur la propriété collective et l'égalité politique. Le 19 novembre de cette année, il prononce un discours au banquet polonais donné à l'occasion du 17ème anniversaire de l'insurrection polonaise. Dans ce discours il affirme que la réconciliation entre Polonais et Russes peut s'opérer sur le terrain d'une

action révolutionnaire commune contre l'autocrate - ce qui lui vaut une expulsion immédiate. On voit qu'alors comme aujourd'hui, le gouvernement français se mettait volontiers à plat ventre devant le Grand Porte-Knout.

Bakounine se réfugie à Bruxelles. Mais bientôt la Révolution de février lui permet de rentrer en France. Son activité se développe. Elargissant ses idées jusqu'alors tournées exclusivement vers les Slaves, il aboutit à sa conception définitive : la Révolution sociale européenne par l'initiative des groupements ouvriers *en dehors de la politique*. Il va de club en club préconisant la destruction des Etats et le communisme. Flocon, Caussidière et de Flotte lui font donner une mission secrète en Allemagne. Il est chargé d'y propager la révolution. Il va d'abord à Leipzig où il rencontre son ami Arnold Ruge. Cet excellent Ruge, fort préoccupé de facéties parlementaires rapporte avec scandale la phrase que Bakounine lui adressa en l'abordant : "Viens mon vieux ! Laisse-les nommer leurs candidats comme ils voudront. Il ne ressortira rien de ces exercices oratoires. Est-ce que tu prêtes une importance quelconque à ces réunions ?" Et Ruge ajoute piteusement : "Je me laissai entraîner. Et comme je l'avais pressenti, le *Vaterlandsverein* abandonna ma candidature." Ceci est caractéristique et se reproduira souvent. Entraînés par l'énergie et la logique de Bakounine, beaucoup le suivent d'abord. Puis dès qu'il y a nécessité d'entrer dans l'action *désintéressée*, ils reculent et se plaignent amèrement d'avoir manqué le coche qui devait les conduire au pouvoir. Eternelle lâcheté des esprits indécis !

Peu édifié par les querelles parlementaires de Leipzig, Bakounine se rend à Breslau

Nicolas Ogarev et Alexandre Herzen en 1861 (Bibliothèque des Langues Orientales).

désireux de déterminer les Allemands et les Slaves à une révolte commune. Il y apprend qu'un congrès doit s'ouvrir à Prague le 1er juin 1848, congrès où se réunissent des délégués de différentes nations slaves. Il se rend à Prague et propose l'alliance de tous pour la Révolution sociale. Mais comme ici encore les préoccupations politiques l'emportent, il n'est guère écouté que de la jeunesse. Dès qu'il a persuadé les jeunes gens, le 12 juin il tente un mouvement contre le despotisme autrichien. Prague est assiégée, bombardée par les troupes de Windischgratz. Bakounine combat au premier rang des insurgés. Le soulèvement réduit, il parvient à s'échapper et se réfugie en Allemagne. Signalé à toutes les polices, il se cache tantôt à Berlin, tantôt à Dessau puis à Leipzig. Il lance une brochure, *Appel aux Slaves*, dans laquelle il recommande l'union des Slaves, des Allemands et des Magyars contre les gouvernements qui les divisent. Cependant l'esprit révolutionnaire agite l'Allemagne. En mai 1849, Dresde se soulève. Bakounine a fort contribué à provoquer ce mouvement. Il y prend une part active et combat avec un tel courage que Herren écrit : "Bakounine se charge de diriger la défense de Dresde. Là il se couvrit de gloire et ses ennemis eux-mêmes ne purent le contester." En effet l'homme était tel : non seulement il incitait à la révolte, mais encore une fois qu'elle avait éclaté, il donnait l'exemple - assez différent en cela des politiciens rusés qui poussent les peuples à s'émanciper et se cachent durant l'action que leurs discours déterminèrent.

Le 8 mai, l'armée prussienne entre dans Dresde. Les insurgés se dispersent. Bakounine est pris à Chemnitz, enfermé dans la forteresse de Koenigstein, jugé par un conseil de guerre et condamné à mort. L'officier prussien qui le garde est fort frappé de sa sereine gaieté et il rapporte avec un ébahissement naïf cette phrase de son prisonnier : "Notre insurrection n'est un crime pour vous que parce que nous n'avons pas réussi." Le roi de Prusse commue sa peine en celle de la détention perpétuelle. Mais alors l'Autriche le réclame pour l'insurrection de Prague. Ces chacals veulent un morceau de son corps. Bakounine est conduit enchaîné à Prague. "Le gouvernement autrichien espérait apprendre par ce condamné à perpétuité les secrets du mouvement slave" dit le préfacier. Bakounine refuse de répondre aux interrogatoire. Pendant près d'une année on le garde au secret. Puis comme le bruit se répand que ceux qu'on appelle ses complices méditent de le délivrer, on le transporte à Olmütz où il est enfermé pendant six mois dans un cachot sans air et sans lumière, enchaîné et rivé au mur par un cercle de fer. Cependant on fini par le juger. Pour la deuxième fois il est condamné à mort. Mais alors la Russie le réclame à son tour. Il est extradé. Et de 1851 à 1857, on le détient tantôt dans la forteresse de Petersbourg, tantôt dans celle de Schlüsselburg. Tourguéneff intercède pour lui auprès du Tzar et demande à lui faire passer des livres. Cette...

faveur lui est refusée. Nicolas cependant se préoccupe de l'attitude de Bakounine. Il lui envoie le comte Orloff chargé de cette commission : "Dis-lui de m'écrire comme le ferait le fils spirituel qui aurait à se confesser à son père spirituel." Voyez-vous ce chef de Tartares qui joue au pape et qui veut qu'un homme libre lui fasse son examen de conscience ! Bakounine répond par une lettre où il expose tranquillement ses idées et ses actes et qu'il termine ainsi : "Vous ne devez pas ignorer que le pénitent n'est pas obligé de confesser le péchés d'autrui. Après le naufrage que je viens de faire, je n'ai de sauf que l'honneur et la conscience de n'avoir jamais trahi personne qui se soit fié à moi. C'est pourquoi je ne vous donnerai pas de noms."

A la lecture de cette lettre, Nicolas s'écrit : "C'est un brave garçon plein d'esprit ; mais c'est un homme dangereux. Il faut le garder sous les verrous." Plus tard il s'informe si le prisonnier ne demande aucune grâce. Bakounine souffre du scorbut ; il a perdu toutes ses dents. Il répond qu'il n'a besoin de rien. Alors Nicolas : "Quel bon officier d'artillerie il aurait fait ! - Qu'on le déporte en Sibérie."

Les biens de Bakounine sont confisqués et il est déporté à Irkoutsk dans la Sibérie orientale. En 1861, il parvient à s'évader. Il descend le fleuve Amour sur un radeau. A l'embouchure, il trouve un navire anglais et parvient à gagner l'Amérique qu'il traverse de San-Francisco et New-York. Enfin il arrive à Londres, où il retrouve Herzen et Ogareff, le 27 décembre 1861.

A Londres, il prend la direction du journal révolutionnaire *La Cloche*. Mais ce rôle de polémiste ne convenait guère a son activité. En 1862, pendant l'insurrection polonaise, il se transporte en Suède avec une poignée d'amis dans l'intention de gagner les provinces baltes et d'étendre le mouvement à la Russie en lui donnant une signification sociale. Le manque d'argent, le mauvais vouloir des uns, la trahison des autres le font échouer - En 1863, il traverse Londres de nouveau, puis il se rend à Florence. Là il fait la connaissance de Karl Marx. Ces deux hommes qui représentaient l'un le socialisme autoritaire, l'autre le communisme libertaire ne pouvaient pas s'entendre. Néanmoins, de Locarno où il s'installe alors, Bakounine prend part à la fondation de l'Internationale. En 1868, au congrès de Genève, il expose sa doctrine et y amène trente membres sur les cent dix présents, entre autres : Elie et Elysée Reclus, Fanelli, Joukowski etc. Une scission se produit.

A partir de cette époque Bakounine est en but aux mauvais procédés, aux traîtrises et aux calomnies du parti marxiste. On le traite de fou, de désorganisateur et surtout de mouchard - système de dénigrement en honneur, encore aujourd'hui chez les politiciens collectivistes.

En 1869, par suite des manœuvres de Marx et de ses acolytes, Bakounine est exclu de l'Internationale. Il provoque la réunion d'un congrès anti-autoritaire à Saint-Imier dans le Jura suisse et y pose les bases d'un essai pratique d'anarchie-communiste. La Fédération jurassienne en résulte ; embryon des groupements futurs. Le système qu'il y exposa est resté celui de l'Anarchie : groupements d'individualités sympathiques les unes aux autres, fédération des groupements entre eux pour la reprise du bien commun en dehors de toute politique, en laissant de côté la conquête des pouvoirs publics et autres fadaises. C'est à ce système que se rallieront tôt ou tard les syndicats ouvriers lorsqu'ils se débarrasseront de l'illusion politique et des ambitieux qui les exploitent pour s'orienter vers la Grève générale. Il y a, actuellement, d'excellents symptômes dans ce sens.

Bakounine et sa femme Antonia. (Photo Jean-Loup Charmet)

En 1871, Bakounine, fidèle à son habitude d'accourir partout où l'on attaque l'autorité, prend part à l'insurrection communiste de Lyon ; il dirige une tentative sur l'Hôtel de Ville. Le mouvement comprimé, il passe en Espagne. A Barcelone, il sème ses idées et réunit un assez grand nombre de partisans. Enfin, il revient en Suisse et tente, sans succès, de reconstituer l'Internationale dans le sens anarchiste. Enfin, épuisé par tant de fatigues, par la misère et les déceptions, il meurt à Berne d'une maladie de cœur, le 6 juillet 1876.

Lui mort, son œuvre porte ses fruits. Ses idées se répandent - l'Anarchie grandit, belle de tout l'avenir.

Bakounine, c'est : l'homme d'action. Très vite il s'aperçut du néant des revendications d'ordre politique et de la perte d'énergie qui résultait des controverses sur des nuances d'opinion. Par la parole, l'écrit et l'exemple, il ne cessa de recommander la lutte effective, la prise corps à corps constante, individuelle ou collective, avec le régime capitaliste. - "Nous devons faire sans cesse des tentatives révolutionnaire, disait-il à Mokriévitch, dussions-nous être battus et mis en déroute une, deux, dix fois, vingt fois même. Mais si à la vingt-et-unième fois le peuple vient nous appuyer, en prenant part à notre révolution, nous serons payés de tous les sacri-

fices que nous aurons supportés.

Tout acte significatif atteignant l'autorité, il l'approuvait. Il écrivait à Herzen qui s'élevait contre le coup de pistolet tiré par Bérézowsky sur Alexandre II : "Bérézowsky est un vengeur, un des justiciers les plus légitimes de tous les crimes, de toutes les tortures, de toutes les humiliations que subissent les Polonais. Est-ce que tu ne le comprend pas ? Mais si de pareilles explosions d'indignation ne se produisaient pas dans le monde, on désespérerait de la race humaine."

D'ailleurs toute la correspondance le montre en désaccord presque continu avec Herzen et Ogareff. Ceux-ci veulent se restreindre à l'émancipation des Russes, en n'usant que de moyens légaux. Bakounine, d'âme cosmopolite, de tempérament actif leur apparaît selon les termes d'une de leurs lettres, *impossible*. Bakounine leur répond : "Je resterai seul avec moi-même ; c'est ce qu'il y a de plus important pour moi. Je veux rester cet homme *impossible* tant que tous ceux qui sont actuellement *possibles* ne changeront pas." Et comme on lui reprochait aussi d'aimer les *déclassés*, il répondait : "Il y a en Italie, ce qui manque aux autres pays : une jeunesse ardente, énergique, *tout à fait déclassée, sans carrière, sans issue* et qui, malgré son origine bourgeoise n'est ni moralement ni intellectuellement épuisée comme la jeunesse bourgeoise des autres pays." Aujourd'hui elle se jette à tête perdue dans le socialisme révolutionnaire. Depuis, les choses ont changé : il y a dans tous les pays nombre de ces déclassés bourgeois. Ils vont à l'avant-garde de la révolte. Et cela est bon car tant que la jeunesse se croira d'une classe ou d'une caste, elle sera incapable non seulement d'énergie effective mais encore de pensée virile."

Sans cesse préoccupé du rythme général de l'humanité, la voulant sans patries, sans foi ni loi, belle et libre, Bakounine eut pu s'écrier comme le martyr Polino Pallas : "Pour moi, la terre sainte, c'est l'univers entier !" Mais ses amis, parlementaires sans emploi pour la plupart, ne pouvaient pas comprendre cet élargissement du concept révolutionnaire. De là des querelles, des jalousies, des récriminations, des médisances qui attristaient Bakounine. C'est, du reste, ce qui a toujours lieu lorsqu'un individu, après avoir marché d'accord avec ses compagnons de début, s'affirme brusquement intégral selon lui-même et donne des idées, qui n'étaient considérées par eux que comme des sujets de controverse, leur signification pratique. Les hommes admettent difficilement que celui qu'ils ont connu pareil à eux se distingue et marche, d'après sa seule conscience, dans son propre chemin. Stendhal a noté ce sentiment : "tant que vous ne demandez à votre ami que le second rang après lui, il vous l'accorde et vous estime. A force de mérite et d'actions parlantes, voulez-vous aller plus loin ? Un beau jour vous trouvez un ennemi." Presque toute cette correspondance nous renseigne, dans ce sens sur les divergences de plus en plus graves entre Bakounine et ses amis. - "Bakounine voit trop grand ! Bakounine se compromet et nous compromet ! Bakounine ne peut pas se tenir tranquille !" Telles sont les jérémiades qu'on peut lire, en propres termes ou entre les lignes des lettres reçues pour lui. En vain le bon géant tentait avec douceur de faire marcher ces Effarés au même pas que lui, il restait en arrière tout essoufflés et lui jetaient des pierres aux jambes... " Mon Dieu, pourquoi donc n'as-tu pas continué de commenter Hegel au lieu de te perdre dans les aventures !" lui disait l'un d'eux. Et Bakounine de rire. En effet, voyez-vous cet homme gênant qui se permet de combattre, d'aller en prison ou en Sibérie et de se faire condamner à mort au lieu de prospérer, riche et gras, occupé de métaphysique, sous l'égide paternelle du Tsar !

Cette tension perpétuelle de Bakounine dans le sens de l'action, la correspondance énorme - non publiée dans ce volume - au moyen de laquelle il développait ses idées à ses partisans l'ont toujours empêché de parfaire les livres qu'il entreprit. Cela est regrettable jusqu'à un certain point car l'âpre dialecticien de *Dieu et l'Etat* et des *Lettres contre le Patriotisme* s'est prouvé en mesure de donner une œuvre philosophique de premier ordre.

Mais lui n'entendait qu'à une chose : agir. Et quand l'action le sollicitait, toutes les écritures étaient mises de côté. Il avait d'ailleurs raison d'user autant de la parole puisque de l'aveu de tous, même ses... amis humiliés, il était impossible de résister à son ascendant direct. Il avait la force de persuasion et cela lui valut, parmi tant de tracasseries, quelques dévoués absolument passionnés pour sa défense.

J'ai sous les yeux un beau portrait de Bakounine. Les yeux, droits et incisifs disent la volonté. L'énergie trône sur son front renflé. La bouche sensuelle et fine semble prête à s'ouvrir pour émettre des paroles persuasives. L'impression est de force : on dirait une tête de lion. - Il était de très grande taille ; il mangeait beaucoup, marchait beaucoup et goûtait fort les relations sexuelles. Il fut aimé souvent et profondément. - En somme, un être de santé fait pour la lutte...

Tel fut cet homme en abomination à nos pygmées de gouvernance. Tandis que ceux-ci incitent les bons citoyens à lécher les pattes de la jeune hyène qui remplace, depuis peu, l'Alexandre III emporté par la pourriture endémique des races royales, j'ai cru bon d'esquisser le profil d'un des plus hauts révoltés que produisit l'Empire knouto-kalmouk :

Le vieux monstre Russie au regards ronds et troubles

comme disait Victor Hugo.

Puisque la mode est à l'alliance Franco-Russe, je l'adopte - et, parmi les Russes, je choisis Bakounine.

ADOLPHE RETTÉ

Juin 1896

Pour en savoir plus :

Lire le remarquable ouvrage de Madeleine Grawitz : Michel Bakounine, Plon 1990 auquel nous avons emprunté quelques illustrations figurant dans cet article.

RETTE (Adolphe)

Né en 1863 à Paris ; mort à Beaune (Côte-d'or) le 8 décembre 1930 ; Poète et littérateur ; un des premiers champions du symbolisme et du vers libre. Ecrivain idéaliste, exalté et combatif. Défenseur de la cause anarchiste, il se convertit au catholicisme.

Adolphe Retté figure sur la liste des collaborateurs des Temps nouveaux de J. Grave, donnée dans le N° I, du 4 mai 1895, et collabora au Journal du Peuple, quotidien fondé par Sébastien Faure pendant l'affaire Dreyfus (N°1, 6 février 1899 ; N°299, 3 décembre). Il publia en 1894 Réflexions sur l'Anarchie, et, en 1896 Promenades subversives. En 1907, Retté se convertit au catholicisme et, dès lors, prit le contre-pied de tout ce qu'il avait affirmé. Cette même année, il publia Du diable à Dieu, récit d'une conversion.

D'après le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français Tome 15 p. 34.

Le piège coopérateur

(1848-1871)

Le Mouvement coopératif est apparu au même moment que le développement du capitalisme et de l'industrie dans la première moitié du XIXe siècle. Les coopératives furent la première réponse expérimentale des socialistes aux propositions et aux conséquences du libéralisme. En mettant en avant l'idée d'association, les premiers socialistes semblaient s'opposer à la forme de société individualiste mise en place par la Révolution et l'Empire.

Si l'anglais Owen introduisit le mot de coopération et sa pratique outre-manche, en France ce fut un mouvement qui s'efforça, autour des idées de Fourier, Buchez, Cabet, Considérant, Louis Blanc, Proudhon, de promouvoir les notions de "solidarité", d'"organisation du travail" et d'"économie démocratique". A une échelle souvent fort modeste. Dans un contexte de querelles d'écoles. A sa décharge, la recherche de ce "bonheur" que la Révolution n'avait pu donner.

Très vite, ces expériences doctrinaires posèrent le problème des relations avec le capitalisme lui-même et avec l'Etat. En effet, pour réaliser ce rêve d'une "République coopérative", caressé par toute une élite ouvrière, il fallait d'importants moyens financiers et législatifs. Nombreux furent les écrits sur ces questions. Il y eut même un journal ouvrier, L'atelier, inspiré de Buchez, qui s'employa pendant dix ans à diffuser les idées coopératives.

1848. Avec la révolution, le droit d'association est reconnu. Les associations de production, parfois avec l'aide de l'Etat, connaissent un développement plus spectaculaire que massif. Flambée vite éteinte par la répression de juin 1848 et de décembre 1851. Pourtant, cette période noire va fournir une nouvelle vigueur au mouvement. Les projets coopératifs sont en effet repris par la proscription en Angleterre. En 1856, il y est question de créer une "Ligue universelle des travailleurs" basée sur les coopératives de production avec pour objectif de s'émanciper en échappant à la "tyrannie des patrons".

Mais le "revival" coopératif, qui va coïncider avec les progrès fantastiques du capitalisme des années 60 aboutira à la politique économique et sociale de la Commune de 1871.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le second Empire, fait des avances aux ouvriers, notamment à partir de 1852. L'Empereur n'avait-il pas écrit en

Robert Owen.

1844 "L'extinction du paupérisme" ? Le prince Jérôme, dit Plon-Plon, protège des cercles d'ouvriers dont certains sont précisément des adeptes de la coopération. Comme système contraire à la lutte des classes, la coopération est bien vue des autorités et d'une partie de la bourgeoisie. C'est d'ailleurs sous l'égide impériale, qu'à l'occasion de l'exposition universelle de 1862 à Londres, se constituent des délégations ouvrières.

La grande bagarre des pro et des anti

On peut noter ici que le comité d'accueil pour la délégation française est issu de l'organe coopérativiste The working man. De ce voyage sortira L'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.). Néanmoins, dès 1864, date de sa création, il est possible d'y discerner deux conceptions de la coopération. D'un côté, il y a des ouvriers parisiens, les futurs Gravilliers, qui, avec Tolain, sont imprégnés des principes de Proudhon, de l'autre, Marx, qui s'efforce de détourner l'enthousiasme coopérateur dans le sens d'une transformation totale de la société. Dans l'adresse inaugurale, il écrit que la "valeur (des expériences du mouvement coopératif) ne saurait être surfaite". Si Marx a montré que "le travail salarié n'était qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé" (ça reste à prouver, entre nous !), en même temps, l'expérience de cette période (1848-1864) a prouvé jusqu'à l'évidence que, si excellent qu'il fut en principe, si utile qu'il se montrât dans l'application, le travail coopératif, limité étroitement aux efforts accidentels et particuliers des ouvriers, ne pourra jamais arrêter le développement en proportion géométrique du monopole, ni affranchir les masses, ni même alléger un tant soit peu le fardeau de leurs misères".

Souvent des chercheurs se réclamant du marxisme, soucieux de faire apparaître Marx comme un des fondateurs de l'autogestion, en font un partisan des coopératives. Interprétation scolastique car les idées du dit Marx, au congrès de l'A.I.T., à Genève (1866), sont opposées au mémoire des délégués français : les sociétés coopératives, limitées à un "développement microscopique", sont impuissantes à transformer la société et susceptibles de dégénérer. Mais peut-être considérait-il le mode de production coopératif généralisé comme une voie de passage vers le mode collectiviste ? La lecture du Capital peut nous inciter à le penser. Les délégués français étaient-ils imbus de Proudhon ? Celui ci, dans ses derniers écrits, avait été très mitigé vis à vis des associations. C'est surtout dans leur hostilité à "l'agitation de la rue" que les Gravilliers peuvent se réclamer de lui.

Si Marx est à l'époque inconnu en France, il n'en est pas de même de Blanqui qui, en 1867, oppose la grève "intelligible à tous" à la coopération "complication qui peut séduire les intelligences déjà enveloppées mais qui effraie les simples" en fait "masse" et "individus".

Du côté du pouvoir, on remarque la loi autorisant les coopératives mais surtout une nouvelle tentative de séduction de la classe ouvrière à l'occasion de l'exposition

Siège primitif de la coopérative de Rochdale.

universelle, qui va se solder, après une idylle non partagée, par une rupture fondamentale. En effet, les réunions de délégués ouvriers suscitées à Paris par une commission d'encouragement composée de patrons et de journalistes, vont aboutir à l'expression d'une aspiration à l'autonomie ouvrière. Certes, beaucoup de délégués acquis aux idées de coopération, ne renoncent pas, mais des voix s'élèvent pour rejeter l'aide de la bourgeoisie : "guerre au capital, dit le lyonnais Gautier, car l'alliance du capital et du travail est un mythe" ; d'autres mettent en cause les commanditaires des associations, même si ceux là se groupent dans des banques populaires comme le Crédit au travail de l'ex-cabetiste Beluze qui prête de 10 % jusqu'à 14 %. Ce qu'on veut ? Le crédit gratuit, le crédit mutuel ouvrier. Ce qui est en question ? L'intérêt même du capital.

L'affaire Brosse va envenimer les choses. A la fin de 1857, ce fondeur coopérateur va relancer une nouvelle entreprise L'Association de fabricants de boulons et fondeurs en fer réunis. Le Crédit au travail y ayant immobilisé 360 000 F, plus que son capital social, doit se dissoudre le 13 décembre 1868. L'association des fondeurs disparaît mais Brosse devient patron. Les dissensions entre les associés fondeurs, les questions de gros sous, l'absence de scrupule et la mentalité de parvenu de certains coopérateurs allaient nourrir la mise en cause des petites coopératives.

Au congrès de Bruxelles (1868), Hins conclut que la coopération n'est pas "un moyen d'arriver à l'émancipation totale de la classe ouvrière. Elle ne peut être considérée que comme le type de l'atelier de l'avenir, alors qu'avec le patronat les autres causes d'exploitations seront définitivement abolies".

Ce constant recul de la coopération-panacée est confirmé lorsque les réunions publiques sont autorisées par l'Empire, à partir de juin 1868. Dans ce mouvement où prime le politique, les amis de Blanqui dénoncent violemment la coopération "élitiste" comme favorisant notamment l'exploitation des ouvriers auxiliaires par les ouvriers associés. Fait confirmé pour la plupart des coopératives de production de l'époque. Si on ajoute à cela leur fragilité financière, on s'explique pourquoi le mouvement ouvrier proprement dit s'oriente plus vers l'idée d'association tout azimuts que vers celle de la coopération, comme on peut le voir au congrès de l'A.I.T. à Bâle (1869). En 1869-1870, ce mouvement ouvrier connaît un développement impétueux de plus en plus politique. Sur une centaine de sociétés ouvrières, 60 ont adhéré à la chambre fédérale créée fin 1869 et 20 à l'A.I.T. La syndicalisation atteint à Paris des taux impressionnants : 5 000 à 12 000 mécaniciens sur 30 000, 6 000 bronziers sur 10 000. Mouvement ouvrier et mouvement socialiste se rejoignent dans les réunions publiques, dans les colonnes de la Marseillaise... La grève triomphe. C'est le contexte de deux articles essentiels de Blanqui et de Varlin (1870). Blanqui, dans le sien, tire à boulets rouges sur le "coopératif" endormeur, ce fruit de l'"économisme" qui "signe la déchéance du travail" (du "parti" des travailleurs) et proclame la "productivité". Il est convaincu que l'Etat doit faire quelque chose dans l'organisation du travail, suggérant que cela seul est vraiment politique ; il note qu'en quatre congrès de

Le siège de Rochdale en 1910.

l'A.I.T. "l'idée communiste a ressaisi la victoire, écrasé l'individualisme". L'article de Varlin, paru dans la Marseillaise, en avril, se situe entre le blanquisme anti-coopérateur et l'ancien proudhonisme. C'est une sorte de compromis. En effet, s'il contient une attaque contre 'l'esprit d'individualisme", si l'ampleur de son projet social explique pourquoi on l'a qualifié de "collectiviste", s'il fixe comme objectif à la "révolution prochaine" l'affranchissement de la double exploitation "capitaliste" et "politique", il marque aussi une forte défiance contre les "Etats autoritaires" ou l'"Etat centralisateur" et défend "l'initiative" du travailleur. Varlin introduit surtout la notion de phases : d'abord les sociétés ouvrières, sous toutes les formes possibles, ensuite les "associations de producteurs". Il ne s'agit rien moins que de transformer l'ensemble du système économique et social. Ainsi les

L'IMPUISSANCE DES COOPERATIVES

Lors de l'A.G. des fondeurs grévistes du 20 mai 1870, Alexandre Dupont, Ménard et Duval combattent les projets de coopératives de Maréchal, Walter et Bertin :

"Ils soutiennent que les associations coopératives tendent à fonder une classe intermédiaire entre les patrons et les ouvriers et qu'elles sont impuissantes à résoudre le grand problème de l'émancipation de la classe ouvrière".

Extrait du Rappel du 22 mai 1870.

FRERE MARX ET LES COOPÉRATIVES, Le capital, Livre III, p. 482, Edition sociales :

"Il faut considérer les entreprises capitalistes par action et, au même titre, les usines coopératives comme des formes de transition du mode capitaliste de production au mode collectiviste, avec cette différence que dans les premières la contradiction est résolue négativement et dans les secondes positivement"

Le livre III a été édité en 1894 par les soins du frère Engels, à partir de "manuscrits inachevés" datant de recherches très antérieures.

petites coopératives ne sont plus le but poursuivi. On s'en rend compte avec l'extraordinaire grève générale des fondeurs en fer de 1870 étudiée en profondeur par Jean Claude Freiermuth. Le fait que l'année précédente un premier conflit ait dressé leur société de prévoyance contre leur ex collègue Brosse va déboucher sur une mise en cause de la solution coopérative. Lors de l'A.G du 20 mai, on distingue deux camps ; d'un côté, des partisans de la constitution d'une coopérative, avec notamment l'international Bertin (ils réussiront à créer l'Association Vorbe Marréchal et cie), de l'autre ceux qui soutiennent, avec le blanquiste Duval, que les coopératives "sont impuissantes à résoudre le grand problème de l'émancipation de la classe ouvrière".

Flirt malheureux

Le premier siège de paris en 1870 fournit l'occasion d'une expérience apparemment novatrice. Toute une corporation ouvrière, celle des mécaniciens, va s'aboucher avec l'Etat pour tenter de mettre sur pieds une association de production. Mais cette affaire témoigne aussi d'un surcroît d'équivoque. Certes, le pouvoir a changé de mains depuis le 4 septembre et les forces populaires ont choisi de soutenir ce gouvernement où figurent des bourgeois favorables aux coopératives. Mais la vigilance se transforme pour beaucoup en critiques acerbes dès octobre. Après l'échec de l'insurrection du 31 octobre, une partie des socialistes-révolutionnaires, notamment les blanquistes des quartiers populaires, ne parlent plus que d'instituer une Commune révolutionnaire tandis que pour beaucoup de militants ouvriers de l'A.I.T, l'heure serait venue de mettre en œuvre "l'émancipation des travailleurs par eux mêmes", c'est-à-dire, concrètement, par la coopération. La chambre syndicale des mécaniciens organise toute une série de réunions en novembre. Les mécaniciens demandent alors au Gouvernement "la mise en réquisition de tous les ateliers et les matières premières nécessaires à la transformation des fusils à percussion et à la fabrication d'armes à tir rapides". Chargés de ces travaux par les ministres responsables, ils créent une "Société anonyme à capital variable des ouvriers de la métallurgie" qui contracte un marché pour transformer 40 000 fusils. Le ministre des Travaux Publics Magnin avance 10 000 F, le banquier radical Mottu 5 000 F. Ce dernier, maire très populaire du XIe, n'est pas un inconnu pour les coopérateurs puisqu'il a été conseiller technique du Crédit au travail et a participé au lancement du journal L'Association... A-t-il des intérêts directs dans cette expérience ? En 1869, il a été mêlé à une affaire d'achat d'armes de rebut, 400 000 fusils, qu'il a mis la guerre venue à la disposition du gouvernement. Ajoutons en outre qu'Avrial trouve en novembre 1870 l'appui complaisant de Dorian, maître de forges alors ministre, pour son projet d'association. Une promesse de "décret" pour réquisitionner "tout outillage inoccupé" est faite. Les socialistes comptent donc maintenant sur les "pouvoirs publics", l'Etat.

Deux ateliers sont ouverts dans le XIe, rue St Maur, où quatre-vingts associés s'installent dans l'enthousiasme puisque 5 000 mécaniciens sont intéressés par l'entreprise. C'est pourtant un échec. Selon Avrial, les "capitalistes", les "faiseurs d'affaires", "les hommes de la bancocratie" n'ont prêté qu'à 17 % et Mottu, critiqué par la réaction, a cessé de créditer. En outre, les associés manquaient de notion de comptabilité et surtout de sérieux "on venait à l'heure qu'on voulait, on causait, on ne travaillait pas".

Cette expérience était-elle celle des clubs qui voulaient "l'avènement de la république et sociale", "l'insurrection du travail", "l'abolition du salariat ? On peut en douter puisqu'elle perpétuait le salariat, se situait dans la logique de l'Union et de la Défense nationale et de la conciliation entre les classes. Avrial avait d'ailleurs dit qu'il fallait ajourner la Commune ; le 24 février 1871 encore, Frankel estime plus "urgent de s'occuper d'étude et d'organisation que de se mêler aux événements révolutionnaires.

QUESTION D'OPPORTUNITÉ

Citoyens

Nous croyons qu'il est de notre devoir de porter à votre connaissance, en réponse à votre décret du 16 avril, la décision prise par le syndicat des coupeurs et brocheurs de chaussures, dans leurs séances du 19 et du 26 avril 1871.

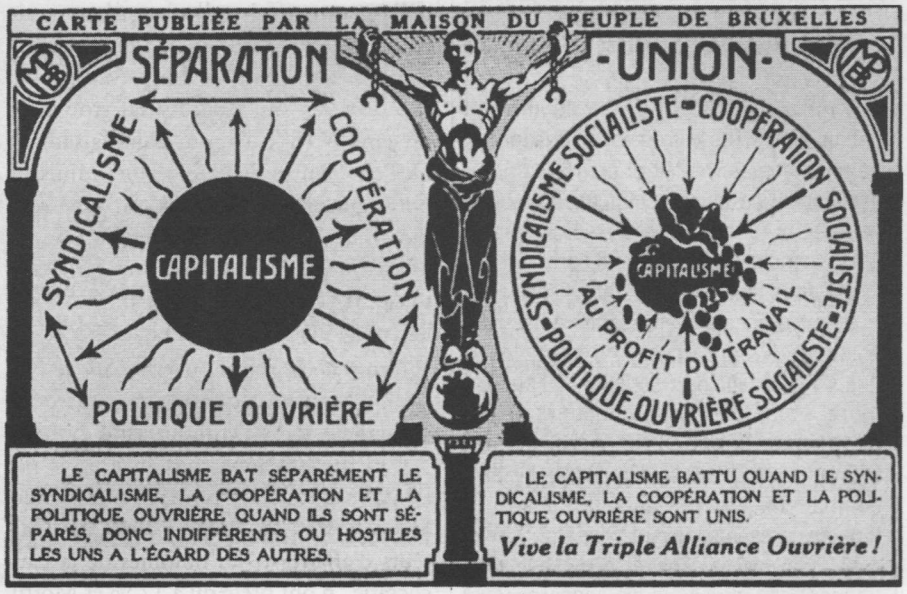
Les soussignés considérant

Qu'en présence des événements qui s'accomplissent en ce moment, lesquels réclament non seulement l'appui moral, mais encore le concours actif des travailleurs, pour assurer le triomphe de la cause pour laquelle ils combattent, que ce concours nécessitant leur présence devant l'ennemi.

Il n'y a pas lieu, quant à présent, de donner suite, en ce qui les concerne, au décret susdit, s'en remettent pour son exécution à un temps plus opportun.

Les syndics :
Bonvallet, Carpentier, Cluzalet, Conderc, Cornelis, Defaïs, Daisay, Lemoine, Dupont, Sestacck, Troisarieux, Véry.
Le secrétaire :
G. Coudizau,

Congrès de 1910 du Parti Socialiste qui examina le problème coopératif sous la poussée de son développement depuis 1880.



L'épreuve du pouvoir

Pourtant l'A.I.T. et la chambre fédérale des sociétés ouvrières se rallient à la Commune afin de profiter des circonstances favorables pour "réorganiser le travail". Frankel estime : "la Révolution du 18 mars a été faite par la classe ouvrière. Si nous ne faisons rien pour cette classe, je ne vois pas la raison d'être de la Commune". La Commission du Travail, Industrie et Echange, le ministère du Travail du nouveau pouvoir, peuplée d'internationaux, va encourager le mouvement ouvrier à former des associations coopératives.

Sur le plan législatif, la Commune adopte, sur proposition d'Avrial, le décret du 16 avril qui prévoit un recensement des ateliers abandonnés en vue de les céder aux associations ouvrières. Ce décret timide est accueilli avec un certain enthousiasme par les syndicats. Bertin, devenu secrétaire de la Commission du Travail Industrie et Echange, expliquera que "favoriser le développement des associations existantes, c'est provoquer la formation de nouvelles (...) soustraire le travail à l'exploitation du capital" ; une Commission d'enquête et d'organisation du travail est créée. La relance coopérative est donc ample mais peu originale en fin de compte.

Les réalisations pratiques ne seront d'ailleurs pas à la hauteur de cet élan apparent. Quelques initiatives débouchent sur des perquisitions visant à faire appliquer le décret du 16 avril, des patrons sont menacés, quelques ateliers confisqués. Rien de bien méchant. On note une tentative de réactivation de l'Association de la métallurgie de la rue St-Maur. Mais la trentaine d'ouvriers qui y réparent des fusils puis tournent des obus n'ont plus la foi et font même preuve de mauvaise volonté pour accomplir à Issy des travaux confiés par la Commune, celle ci refusant de leur donner le salaire demandé. Fin mai, l'association est à bout de souffle, ses membres passant leur temps "à discuter les règlement de la société". Avrial, son ancien chef, boudeur, en déduira que "le communisme c'est de la blague". Du côté des fondeurs, il semble y avoir un peu plus d'efficacité : la Société coopérative des ouvriers fondeurs en fer, formée le 15 avril, s'installe 60 rue St-Maur chez un ancien patron de Duval, mais aussi dans les ateliers Brosse (XV°) ; un autre atelier du XIXe est visé. 230 ouvriers vont fondre pour la Commune plusieurs milliers d'obus. Mais il le font comme d'autres entreprises. Le gérant, Pierre Marc sera d'ailleurs défendu par de gros patrons au nom du libéralisme.

Et il m'est venu un vilain soupçon : ces deux associations qui comptaient sur l'Etat pour avoir des commandes, étaient-ce parce qu'elles ne séparaient plus l'économique du politique ou par réflexe concurrentiel ? Notons que sur une cinquantaine d'associations coopératives existant sur la place, une dizaine seulement travailleront pour la Commune.

Mais pourquoi la coopération généralisée est-elle restée à l'état d'intention ?

Les hommes ont manqué car les socialistes coopérateurs ne représentaient qu'une faible couche du prolétariat et, d'autre part, il y a une grande différence entre le vote d'une belle motion en faveur de coopératives et un engagement concret... Quelques textes extraordinaires de militants ne sont pas forcément représentatifs.

Le temps a manqué car, semble-t-il, le mouvement syndical prenait de l'importance à la fin de la Commune. Mais est-ce suffisant pour parler de volonté de "monopole ouvrier sur la production", de " syndicalisation de moyens de production" ?

A mon avis, le plus important, ce furent les impératifs militaires. On oublie que la Commune avait reconduit avec le patronat parisien les marchés du premier siège et que beaucoup de militants pensaient, comme les coupeurs de chaussures, que l'heure n'était pas à la construction d'une société socialiste mais à la lutte contre Versailles. Ainsi, Avrial, qui quitta son association pour le poste de Directeur de l'Artillerie où il participa à l'organisation d'une économie de guerre par la "mobilisation" du maximum d'entreprises.

L'échec de la Commune, ce fut aussi celui de cette "rénovation radicale de la société" par les associations coopératives. Ce secteur économique, en principe, "autogéré" durant cette période, qui va de son origine utopique à son expérimentation sous le pouvoir socialisant de 1871, d'une autonomie théorique à la collaboration avec l'Etat, ne put se dégager du capitalisme et mettre en œuvre ses aspirations à la solidarité et à la démocratie. Au lieu de remplacer l'individualisme, il le renforça bien souvent. Sans doute l'avait-on quelque peu oublié lorsque l'on parlait, à une certaine époque, d'"économie sociale" ou d'"autogestion."

Alain Dalotel

LE GOUVERNEMENT COOPÉRATIF

Chambre syndicale des ouvriers tailleurs.

Pour répondre au décret de la Commune de Paris, en date du 16 avril, la chambre syndicale croit devoir faire un appel fraternel aux chambres syndicales des travailleurs ainsi qu'à toutes le sociétés ouvrières existantes, afin de provoquer immédiatement une réunion pour nommer des délégués chargés de préparer l'enquête relative à l'organisation du travail, laquelle est réclamée par le dit décret.

Jamais occasion plus favorable n'a été offerte par un gouvernement à la classe des travailleurs. S'abstenir serait trahir la cause de l'émancipation du travail.

(extrait de La Sociale du 3 mai 1871).

Hong Kong, 1er juillet 1997 : et après ?

Nathan Road, principale artère commerciale de Konloon.

Depuis un an environ les mass médias ont commencé à s'intéresser de plus près à la situation de Hong Kong, avec une accélération du rythme des publications à partir de décembre 1996, date à laquelle Pékin a mis en place à Shenzhen, la ville chinoise limitrophe de Hong Kong, une assemblée législative provisoire à sa botte sans attendre l'échéance du 1er juillet, avivant ainsi les craintes des "défenseurs des droits de l'Homme". Une telle profusion par son aspect kaléidoscopique risque plus d'entraîner chez le lecteur-auditeur une confusion plutôt qu'une véritable information. Il m'est donc apparu plus intéressant de rendre compte de la situation par le truchement du regard d'un certain nombre d'habitants du territoire directement impliqués dans le processus historique en cours.

C'est mon troisième séjour sur place après 1986 et 1994. A peine arrivé, l'un de mes contacts, Lenny, figure de la scène alternative locale, me propose de participer dimanche après-midi 20 avril à une manifestation organisée par le collectif "Hong Kong People Association for Human Rights" pour la défense des libertés publiques à la suite des déclarations de menace à peine voilées à ce sujet de Tung Cheehwa, le prochain chef de l'exécutif qui doit entrer en fonction au 1er juillet.

Dans un recoin de Victoria Park, une dizaine d'orateurs et d'oratrices se succèdent au micro sur une tribune improvisée : étudiants, membres d'associations de défense des droits de l'Homme, de syndicats indépendants et de partis démocratiques, les interventions étant entrecoupées de chansons interprétées par Lenny et son trio musical "Black Bird". De nombreuses chaînes de télévision tant hongkongaises qu'étrangères, anglo-saxonnes principalement, couvrent l'événement. Et c'est bientôt un cortège de 1 500 manifestants environ qui s'ébranle, oriflammes multicolores et étendards au vent, brandissant des pancartes bilingues : "debout pour les droits de l'Homme", "non aux restrictions du droit de manifestation", à travers le quartier commercial de Wanchai, sous l'œil débonnaire de la police mais qui prend soin de filmer les manifestants.

Le long du parcours, la foule sur les trottoirs regarde le cortège plutôt avec sympathie et certains viennent même en grossir les rangs. A l'arrivée face au siège du parlement local, le Legislative Council, dans un décor étonnant - ce bâtiment de style néo-colonial est littéralement pris en tenaille et dominé par la masse écrasante des gratte-ciel environnants : le Ritz-Carlton, la Hong Kong and Shangai Bank et la Banque de Chine, tout un symbole -, les interventions se succèdent à nouveau dénonçant violemment Tung che-Hwa et lançant un appel à la solidarité internationale.

Je retrouve ensuite Lenny et ses amis dans Lan Kwai Fong, le Pigalle local, au "Club 64", 6 pour juin et 4 pour le jour anniversaire du massacre de la place Tiananmen, le 4 juin 1989, événement qui a suscité ici une émotion considérable avec plus d'un million de Hongkongais dans la rue. Ce club est le lieu de rendez-vous des "activistes" membres des petits groupes "radicaux" (1), de sensibilité libertaire et trotskiste notamment et qui, vu leur faible nombre et leur combat commun contre le colonialisme britannique, ont appris à se respecter mutuellement.

Lundi, j'ai rendez-vous chez Lenny, sur l'île de Lantau, à une heure de ferry de Hong Kong et de son rythme trépidant, pour rencontrer Lau San-Ching, l'une des personnalités marquantes du milieu radical, qui me raconte comment il s'est retrouvé pendant dix ans enfermé dans le laogai, le goulag chinois.

"Lorsque s'est produit en Chine fin 1978-début 1979, le mouvement démocratique dit du "Printemps de Pékin", j'étais un jeune professeur dans le secondaire, militant activement dans un groupe trotskiste. Mes camarades et moi avons aussitôt décidé de soutenir ce mouvement qui, parti de Pékin, s'était étendu à toutes les grandes villes du pays. Nous sommes ainsi entrés en contact avec le groupe de Canton et c'est moi qui faisait office de messager deux fois par mois au cours de l'année 1980. Outre un soutien financier car la majeure partie du groupe étaient des ouvriers vivant dans des conditions matérielles difficiles, je leur apportais des livres introuvables en Chine, notamment ceux d'Harold Isaacs (2), dont nous discutions le contenu ensem-

Manif du 20, droit de l'homme bilingue.

ble, et je ramenais en fraude leurs brochures critiquant la dérive bureaucratique du parti communiste. Mais après s'être servi du mouvement pour reprendre sa place à la tête du parti, Deng Xiaoping décida de le liquider et tous ses partisans furent arrêtés. Je fus le seul étranger à l'être. Accusé d'activités contre-révolutionnaires, j'ai été jugé et condamné (le verdict était déjà prononcé avant que j'entre dans la salle du tribunal) en 1981 à dix ans de prison sans que le gouvernement de Hong Kong ne bouge le petit doigt. Considéré comme "criminel", je me suis retrouvé dans un établissement de "réforme par la pensée" et soumis à un lavage de cerveau afin de me confesser et reconnaître mes crimes. J'ai refusé jusqu'au bout, après avoir passé en tout six ans et demi à l'isolement total dans les conditions psychologiques qu'on peut imaginer, mais je n'ai pour ma part jamais été battu physiquement - les consignes venaient d'en haut - alors que pour mes co-détenus la torture était monnaie courante.

Il est important toutefois de signaler le changement d'orientation qui s'est produit au milieu des années 80 avec l'impact de la nouvelle réforme économique lancée par Deng Xiaoping (4). L'Etat ne donnant plus de subventions, chaque établissement pénitentiaire s'est transformé en une véritable entreprise avec son directeur/manageur, ses gardiens/contremaîtres et ses prisonniers/travailleurs. La paie des gardiens dépendant directement des bénéfices, fini les brimades et les coups - du moins en tant qu'instrument de répression institutionnalisé - afin que les prisonniers puissent produire dans de bonnes conditions !

A l'extérieur, mes camarades n'étaient pas restés inactifs. Plusieurs manifestations de soutien ont été organisées, la presse s'en est mêlée, Lenny a même composé une chanson en mon honneur, et Amnesty International m'a reconnu comme prisonnier de conscience. Mon cas est remonté jusqu'à Pékin mais comme j'ai refusé jusqu'au bout de me confesser, j'ai dû purger l'intégralité de ma peine. De retour à Hong Kong en 1991, le gouvernement a refusé de me redonner mon poste d'enseignant sous prétexte que j'avais fait de la prison ! Actuellement je travaille en milieu associatif comme éducateur tout en militant activement dans le mouvement démocratique. Je suis toujours interdit de séjour en Chine (5) mais même si la situation à Hong Kong devait s'aggraver après le 1er juillet, je continuerai mon combat sur place. J'y suis, j'y reste !"

Il se sait fiché et surveillé

Mardi je retrouve Mok dans le quartier populaire de Causeway Bay. Avec son casque de longs cheveux blancs sur un visage resté juvénile malgré la cinquantaine approchante, il détonne un peu. Responsable de projet dans un institut privé pour enfants handicapés physiques et mentaux, prônant la réinsertion sociale et non le développement séparé, il consacre son temps libre à l'Asian People Theatre qu'il dirige et qui bénéficie d'une certaine notoriété. Entre octobre 1994 et janvier 1995, il a effectué une tournée en Asie du sud-est avec un spectacle intitulé "Grand vent", écrit collectivement par huit auteurs originaires des pays traversés, avec comme référence la San Francisco Mime Troupe, et basé sur les travailleurs migrants victimes du processus économique globalitaire engendré par la mondialisation. Ce mois d'avril il vient de produire au Hong Kong Arts Centre une pièce créée par l'Alternative Living Theatre de Calcutta, "Votre très obéissant", relatant la situation des Indiens importés pour servir essentiellement de supplétifs à la police et l'armée britanniques - les redoutables gurkhas - afin de contrôler la population chinoise qui les méprisait en retour en les qualifiant de "singes poilus". La pièce mêle danse traditionnelle indienne et arts martiaux du Tai-Chi, et comporte une grande partie de gestuelle dans la tradition de la Commedia del Arte, permettant ainsi de suivre les dialogues où alternent le cantonais, l'anglais et le bengali. Il s'agit pour Mok à chaque fois d'œuvrer au changement des mentalités par un travail de "grass-root democracy" (6) afin de rendre aux gens leur dignité et les amener à se prendre en main, dans le droit fil de ses convictions libertaires.

Activiste depuis les années 70 où il participait à un réseau d'aide aux ex-gardes rouges fuyant la Chine communiste et membre fondateur de la revue alternative "Minus" (7) disparue depuis, il se sait fiché et surveillé par l'actuelle administration britannique qui en partant prendra soin de confier le double de ses fichiers à la nouvelle administration chinoise... Mais il est bien décidé à rester et pourra ainsi faire des comparaisons !

Les Hongkongais ne sont que des citoyens de deuxième zone

Mercredi je rencontre Jean-Philippe Béja et Michel Bonnin, les directeurs de la revue "Perspectives chinoises" (8) installée au 18ème étage de l'Oriental Crystal Building, dans la partie haute de Central, le quartier des affaires. L'éditorial du N° 1 de la revue paru en mars 1992 rappelait qu'elle a pour vocation "de jeter un regard sur le monde chinois contemporain dans la perspective des mutations importantes qui se profilent au tournant du millénaire, mais ne néglige pas l'épaisseur du temps qui seule nous

aide à mettre en perspective justement les événements qui se déroulent sous nos yeux et qui, ne l'oublions pas, affectent le destin d'un quart de l'humanité, c'est-à-dire le nôtre". Aussi l'actuelle frénésie qui se manifeste dans les médias les agace-t-elle car au lendemain du 1er juillet ils se dirigeront comme un seul homme vers le nouveau point chaud du moment.

"En outre, m'indique Jean-Philippe, il est tout de même ahurissant de mettre en avant essentiellement le grand méchant loup chinois, occultant ainsi les responsabilités du pseudo-agneau britannique. D'où vient Hong Kong ? Du trafic d'opium des compères Jardine et Matheson qui, lorgnant à partir de leur base indienne sur le fabuleux marché potentiel chinois, furent directement à l'origine de la 1ère guerre de l'Opium, conclue en 1842 par le traité de Nankin accordant à la Grande-Bretagne la souveraineté pleine et entière sur l'îlot de Hong Kong. La 2ème guerre de l'Opium en 1860 lui permet d'annexer la péninsule de Kowloon et enfin en 1898 elle acquiert les Nouveaux territoires avec un bail emphytéotique de 99 ans, à l'origine donc de l'actuelle rétrocession du 1er juillet 1997, entérinée par la signature le 19 décembre 1984 de la déclaration conjointe sino-britannique. Celle-ci est la mise en application de la nouvelle devise de Deng Xiaoping, "un pays deux systèmes" destinée à l'origine à Taïwan. Les Affaires Etrangères et la Défense sont désormais de la responsabilité du gouvernement central chinois mais la Région Autonome Spéciale de Hong Kong conserve un haut degré d'autonomie : pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire indépendants ; droits et libertés publiques garantis par la loi ; le dollar de Hong Kong reste en usage ; le territoire conserve son statut de port franc et le système d'économie capitaliste est maintenu. Pas de modification pendant 50 ans. Seul hic : la population n'a pas été consultée. On s'aperçoit alors que non seulement pour le régime communiste chinois mais également pour le gouvernement britannique les Hongkongais ne sont que des citoyens de deuxième zone. Jusqu'en 1984, le gouverneur était assisté d'un conseil exécutif de 14 membres nommés et présidait un conseil législatif dont les 60 membres étaient exclusivement nommés par lui également. Et aux termes de la Déclaration, lors des premières élections législatives qui ont suivi en 1985, sur les 57 membres prévus, seuls 24 ont été élus, indirectement en plus par différents groupes professionnels. On est donc loin du modèle de démocratie parlementaire classique ! Mais pour de nombreux officiels britanniques marqués par 140 années de colonialisme, l'introduction d'une politique démocratique apparaissait comme la façon la plus rapide et la plus sûre de ruiner l'économie, tout en faisant naître l'instabilité sociale et politique..."

Pékin ne va pas de sitôt tuer la poule aux œufs d'or

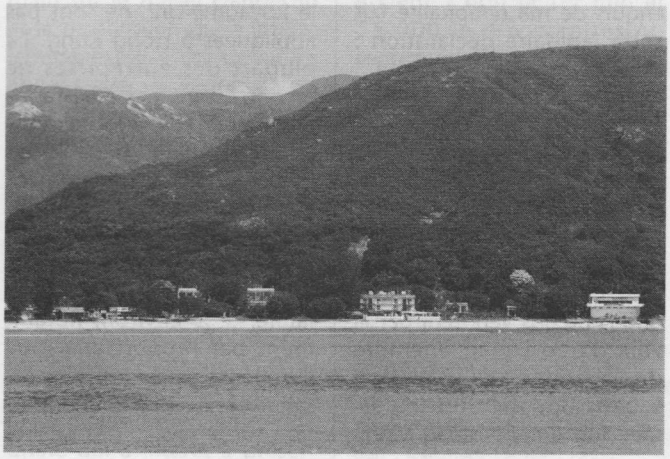
"L'événement qui va précipiter le cours des choses, reprend à son tour Michel, c'est le mouvement démocratique qui se fait jour en avril-mai 1989 en Chine et se terminera par le bain de sang de la place Tian Anmen dans la nuit du 3 au 4 juin. C'est la consternation ici et un million de Hongkongais, un habitant sur 6, va défiler silencieusement dans les rues. La colonie est en crise ; c'est la ruée vers l'émigration. Conscient mais un peu tard de l'enjeu, le gouvernement tente un replâtrage en adoptant en 1990 une "Déclaration des Droits de l'Homme" (Bill or Rights) au grand dam de Pékin. En outre alors que jusque-là c'étaient de hauts fonctionnaires qui faisaient office de gouverneurs, le poste échoit en juillet à un politique, Chris Patten, ancien président du parti conservateur, lequel dans son discours du 13 octobre annonce une série de réformes constitutionnelles élargissant la base électorale du parlement.

Pékin s'insurge contre cette violation de la Déclaration Conjointe mais en 1995 lors des élections qui s'ensuivent, avec application partielle du suffrage universel direct, c'est un raz de marée du Parti démocrate de l'avocat d'affaires Martin Lee appuyé par des démocrates indépendants, pendant que les candidats de Pékin mordent la poussière."

"Malgré ce, reprend Jean-Philippe, c'est à nouveau le boom. Les prix des terrains flambent, la bourse s'envole et les entreprises de chine continentale investissent à tour de bras. C'est que les deux économies sont de plus en plus liées. Hong Kong représente 60 % des investissements directs en Chine, la moitié des exportations chinoises et 40 % des importations. Les groupes continentaux dominés par le "parti des princes" - clan des fils des dirigeants, Deng Xiaoping en tête - pèsent 45 milliards de dollars, loin devant le Japon (2ème avec 20) et représentent plus de 10 % de la capitalisation boursière. Par le biais de participations croisées, leurs intérêts sont de plus en plus imbriqués avec ceux des "tycoons", les milliardaires rouges locaux qui à l'image d'Henri Fok ou de Li Kashing sont ouvertement pro-Pékin, et démocratie et droits de l'homme sont les cadets de leurs soucis. Première et seule règle : le profit.

Quoiqu'il en soit, il ne faut pas trop dramatiser à l'avance même s'il faut bien sûr rester vigilant car le risque est plutôt celui d'un grignotage lent et progressif. Mais Pékin ne va pas de sitôt tuer la poule aux œufs d'or (9), et en dernière analyse c'est la question de Taiwan qui reste posée. Pour tenter de convaincre les dirigeants taïwanais de réintégrer le giron national, il faudra bien que le régime communiste fasse la preuve, un certain temps au moins, que la politique "un pays deux systèmes" repose sur une certaine réalité."

Ile de Lantau où habite Lenny et nombre de hongkongais "alternatifs"... à comparer avec l'habitat hyper-concentré de H.K. !



C'est nous, parti démocrate, qui sommes directement visés

La dramatisation de la situation, c'est par contre le cheval de bataille de Minky Worden, assistante de Martin Lee et responsable du parti démocrate qui me reçoit jeudi au 7ème étage de l'Admiralty Centre, au cœur du quartier d'affaires de Central. Minky apparaît comme très demandeur d'une véritable solidarité internationale et d'une mobilisation effective des organisations de défense des droits de l'Homme car pour elle tous les signaux émis par Pékin depuis la nomination en décembre 1996 de Tung Che-hwa comme chef de l'exécutif de la future Région administrative spéciale vont dans le sens d'un durcissement qui laisse mal augurer de la suite : "Tung Che-hwa

Manif ouvrière du 27, tout en chinois

ne peut pas nous inspirer confiance. membre de la Commission consultative du peuple chinois depuis 1993, c'est un armateur d'origine shangaïenne dont la compagnie battait de l'aile et a été renflouée par un prêt de 120 millions de dollars obtenu indirectement du pouvoir pékinois par l'entremise d'Henri Fok qui joue en outre auprès de lui le rôle de mentor. Un tel fil à la patte n'est pas un gage d'indépendance d'autant que l'assemblée législative provisoire désignée par Pékin fonctionne déjà. Certes elle se réunit à Shenzhen pour l'instant mais il s'agit là d'une violation de l'accord de 1984, et sa composition est un camouflet pour nous autres démocrates car parmi ses membres figurent tous les candidats pro-Pékin non élus lors des élections de 1995. En outre Tung a fait début avril une série de propositions limitant les droits de rassemblement et de manifestation au nom du vague concept de "sécurité nationale" et visant également à interdire les donations financières aux organisations politiques en provenance de l'étranger car il s'agissait d'une ingérence intolérable dans la politique intérieure de Hong Kong. En fait c'est nous, parti démocrate, qui sommes directement visés, surtout après la tournée internationale que vient d'effectuer Martin Lee et qui lui a permis notamment de rencontrer le Président Clinton qui l'a assuré de son soutien, et d'engranger un certain nombre de contributions financières dont nous avons cruellement besoin. Nous ne sommes en effet qu'un tout petit parti de 600 membres seulement et les magnats sont pour la plupart pro-Pékin. Pourtant comme l'a rappelé Martin récemment : "La démocratie est un principe d'efficacité économique. C'est l'état de droit qui fait de Hong Kong une cité unique où les affaires prospèrent." Au même moment Martin Lee entrebâille la porte et s'étant enquis de ma nationalité fait cette lapidaire déclaration : "Liberté, égalité, fraternité... mais Airbus !" (11)."

Hong Kong, c'est le paradis du capitalisme !

A propos de prospérité, c'est un autre son de cloche que j'entends vendredi par la voix d'Apo Leung, membre de la rédaction d'"Asian Labour Update", un trimestriel publié par l'"Asian Monitor Ressource Centre", organisation non-gouvernementale luttant pour le respect des droits des travailleurs, et qui me reçoit dans son modeste bureau situé sur Nathan Road, la principale artère commerciale de Koxloon.

"Hong Kong, c'est le paradis du capitalisme ! Pas de salaire minimum (12), pas de protection de l'emploi ni de clause pour licenciement abusif, pas de protection significative du droit de grève, pas de représentation syndicale légale sur le lieu de travail, pas de couverture sociale obligatoire pour raison de santé, pas de système de retraite généralisé. Les indemnités de chômage, n'en parlons pas ! Même les conventions internationales du travail, pourtant reconnues par le Royaume-Uni, ne sont pas appliquées à Hong Kong. La plupart des entreprises ne reconnaissent pas l'existence des syndicats - la loi ne les y oblige d'ailleurs pas - et les rares qui le font, notamment l'administration et les entreprises publiques, leur refusent toute négociation collective. certes le taux de chômage est faible, 3 % environ, notamment par rapport aux taux européens, mais les délocalisations ont entraîné une pression sur le niveau des salaires et la perte de 700 000 emplois de cols bleus en dix ans. Le Delta de la Rivière des Perles jusqu'à Canton est devenu le nouvel eldorado des businessmen hongkongais.

En juillet 1996 nous avons sorti un numéro spécial "Histoire de jouets" suite à une enquête menée par le "Christian Industrial Committee" (13) sur neuf usines de jouets à capitaux hongkongais installées dans le Delta. Une seule pratiquait l'horaire légal de 48 h par semaine ; pour les autres c'était 56 h. Six d'entre elles demandaient plus de 100 heures supplémentaires par mois, et une 168 h soit des journées de plus de 15 h ! Certains ouvriers sont littéralement morts d'épuisement. Les salaires sont partout inférieurs au minimum prévu et sont en outre payés avec un retard pouvant atteindre plusieurs mois. Les 2/3 des usines ne respectent pas les normes minima d'hygiène et de sécurité, en raison du manque d'espace et pour réduire les coûts. Il arrive que le même bâtiment abrite à la fois usine, entrepôt, dortoir, voire cantine (le "4 en 1") alors que c'est légalement formellement interdit. C'est le retour à l'usine-bagne du Shangai des années 30, voire de l'Angleterre du début de la révolution industrielle..." Réquisitoire sans appel, face cachée de la "réussite" du modèle de Hong Kong. Avant de se séparer, Apo me donne rendez-vous dimanche au Southorn Playground du quartier de Wanchai où doit avoir lieu une manifestation pour le respect des droits syndicaux et la reconnaissance des conventions collectives.

Auparavant les droits de l'Homme étaient ignorés

En fin d'après-midi, je retrouve SK Lee, avocat-consultant en matière de droit de chine populaire et qui a été auparavant professeur de droit international pendant plusieurs années à Montréal et Toronto avant de revenir à Hong Kong à la fin

des années 80 ouvrir un cabinet d'avocat. Son analyse de la situation est plutôt décapante : "Le discours sur les droits de l'Homme est une "fraude" car ceux qui le tiennent font partie de la minorité de 10 % de Hongkongais, au statut social élevé, éduqués à l'anglo-saxonne, qui détiennent, eux, un passeport britannique leur permettant de quitter le territoire pour s'installer ailleurs à tout moment ! Il ne faut tout de même pas oublier que le Bill of Rights date seulement de 1990. Auparavant les droits de l'Homme étaient ignorés. La bourgeoisie hongkongaise a raté sa mission historique. Au lieu de s'affirmer, elle a préféré composer avec le pouvoir politique autocratique dominant, hier le colonialisme britannique, aujourd'hui le parti communiste chinois auquel il est seulement demandé d'assurer la paix sociale... et les profits corrélatifs ! (14). A propos du Bill of Rights, il ne fait d'ailleurs que mentionner les moyens nécessaires pour leur mise en application. Et pas un mot bien sûr à propos des droits économiques, sociaux et culturels qui concernent pourtant directement 90 % de la population. Pourtant ce qui importe d'abord à l'homme de la rue, c'est le droit au travail et de pouvoir vivre de son travail, le droit à un juste salaire, des conditions de travail respectant la sécurité et la santé, mais aussi le droit au temps libre, le droit à l'éducation, le droit au respect de l'environnement, etc. Tant que cette base ne sera pas acquise, tout le reste ne sera que poudre aux yeux !"

Charme de Macao, c'est l'échec de la colonisation

Samedi-détente à Macao, de l'autre côté du delta, à 50 minutes par hydroglisseur. L'arrivée manque de charme. Une muraille de béton a défiguré le bord de mer et cache la vieille ville portugaise. Il n'en reste d'ailleurs plus grand chose malgré quatre siècles de présence lusitanienne, à l'image de la cathédrale ravagée par un incendie et dont ne subsiste que la façade. Comme le remarque Charles Reeve : "Ce qui fait le charme de Macao, c'est l'échec de la colonisation ; les Portugais se sont dissous parmi les Chinois qui apportent une nouvelle preuve de leur capacité à adopter les valeurs étrangères qui leur conviennent : cadences capitalistes à Hong Kong, lenteur méridionale ici..." (15)

Macao, enfer du jeu. Derrière cette image mythique se cachent un pactole de 2 milliards de dollars et un homme, Stanly Ho qui détient le monopole des jeux depuis 1962 et règne en maître sur le territoire - il assure 40 % des recettes fiscales du gouvernement, contrôle la télévision locale, une banque, la compagnie d'hydroglisseurs et 40 % du nouvel aéroport international sur l'île de Taipa - ... pour l'instant car sa concession, plusieurs fois renouvelée, expire en 2001, ce qui aiguise bien des appétits du côté des triades, lesquelles ont la haute main sur le travail clandestin et la prostitution qui a littéralement explosé ces dernières années avec la vague déferlante des Chinoises de plus en plus jeunes, immigrées de chine populaire. La population, qui vit essentiellement du tourisme, n'a par ailleurs guère d'appréhension à l'approche de l'échéance de décembre 1999 car c'est déjà la Chine qui de facto est aux postes de commande, l'administration portugaise étant de plus en plus évanescente. Une Chine qui a intérêt à préserver le statut actuel puisqu'elle prélève sa dîme au passage et peut recycler les pots de vin de la corruption que sa nomenklatura a érigée en institution !

Dimanche après-midi je retrouve Apo à Southorn Playground pour la manifestation en faveur des droits syndicaux. Déception : une centaine de manifestants tout au plus et seuls deux cameramen chinois couvrent l'événement. Hang Donfan (16) rejoint le cortège pendant que nous défilons. Lui qui est devenu la bête noire du régime de Pékin qui l'a expulsé mais qui se trouve légalement à Hong Kong, compte bien y rester et continuer à manifester ! Comme je m'étonne de cette faible mobilisation, Apo me fait remarquer qu'ils n'ont pas appelé les travailleurs à manifester mais simplement les militants syndicaux. j'apprécie la nuance...

Deux mois se sont écoulés depuis ce séjour. Lors de l'anniversaire de la tragédie de Tiananmen, les Hongkongais ont rappelé qu'ils n'avaient pas oublié : ils étaient 7 000 le 1er juin et 55 000 le 4 à manifester, reprenant des slogans ouvertement anti-Pékin : "Vive la démocratie", "Continuons le combat après 1997".

Continuer le combat certes, mais pour quelle liberté s'il n'y a pas d'égalité ?

J.J. Gandini

(1) Au sens anglo-saxon du terme, équivalent de l'extrême-gauche.

(2) "Tragédie de la révolution chinoise" 1925-1927. Ed. Gallimard 1967. "Epitaphe pour une révolution". Gallimard-Témoins 1989.

(3) Voir notamment "Le printemps de Pékin" de Victor Sidane, Archives Gallimard 1980. "Procès politiques à Pékin" de sidane et Zafanolli, Ed. maspéro 1981.

(4) Les 4 Modernisations, popularisées par le fameux slogan "peu importe que le chat soit blanc ou noir pourvu qu'il attrape les souris !"

(5) Lau a publié son témoignage chez Ming Bao Press en 1992 sous le titre "Un voyage sans regret" qui attend sa traduction française !

(6) Littéralement "démocratie à la base".

(7) "Minus 9" cette année-là, "Minus 8" en 1976 et ainsi de suite par référence au roman d'Orwell "1984" dont le régime communiste chinois s'avérait être la tragique illustration.

(8) La meilleure revue de vulgarisation actuelle, disponible à Paris dans les librairies spécialisées.

(9) Hong Kong est actuellement la 9ème puissance commerciale mondiale, le 1er port en containers, le 2ème aéroport cargo et le 5ème centre de change. Le revenu par habitant est supérieur à celui de la Grande-Bretagne et ses réserves fiscales s'élèvent à 255 milliards de F. Si on y ajoute les réserves de change en devises pour 350 milliards, c'est un pactole de 600 milliards de F sur lequel lorgne Pékin !

(10) La zone économique spéciale qui jouxte Hong Kong.

(11) Rappel de l'actuelle position du président de la République français qui a décidé, à l'instar de son mentor Peyrefitte, de découpler droits de l'Homme et contrats économiques.

(12) Sauf pour les employées de maison philippines au nombre de 140 000 dans le cadre d'un accord passé avec le gouvernement philippin, et qui craignent la concurrence sauvage des "Chinoises de l'intérieur" après le 1er juillet.

(13) Fait partie de la Confederation of Trade Unions créée en 1989 et qui regroupe les syndicats indépendants.

(14) C'est le modèle singapourien : économie libérale s'accommodant d'un système politique autoritaire avec contrôle de la population par un système de surveillance électronique hautement sophistiqué. Big Brother en actes...

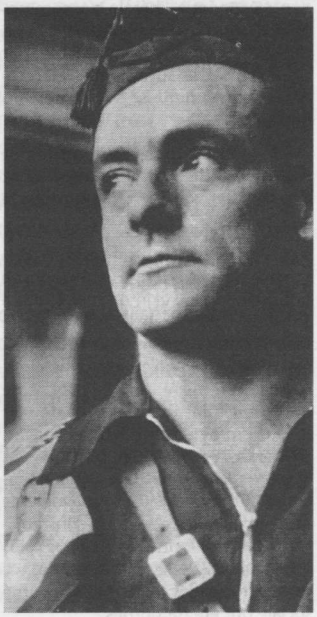
(15) "Bureaucratie, bagnes et business" de Hsi Houan-wou et Charles Reeve. Ed. L'Insomniaque 1997.

(16) Un des fondateurs et dirigeants de la Fédération Autonome des ouvriers de Pékin en mai 1989. Il édite un bulletin en langue chinoise diffusé clandestinement chaque mois en chine à des milliers d'exemplaires. A lire le sommaire du N° 21 (N° 2 de la version française qui vient de voir le jour c/o Syndicat FO du FTRSIFIM, 61 rue des Archives, 75003 Paris), on comprend aisément l'ire des bureaucrates communistes : "Les ouvriers de maîtres du pays à facteur d'instabilité", "Les millionnaires et les exclus aux couleurs de la Chine", "Absence de contrôle : des fonds de la Sécurité sociale ont été détournés".

L'effort militaire catalan durant les premiers mois de la guerre civile

Miliciens du parti ouvrier d'Unification Marxiste opérant en Aragon (Eté 1936). DR.

A la suite de l'échec du soulèvement nationaliste à Barcelone, la Généralitat de Catalogne, véritable gouvernement autonome, reconnut la situation ainsi créée en légalisant, par un décret du 21 Juillet 1936, l'existence du Comité Central des Milices Antifascistes. Ce comité comprenait des anarchistes appartenant au puissant syndicat C.N.T. et à la F.A.I. mais également des militants et syndicalistes socialistes, des communistes de diverses tendances, des autonomistes catalans, etc... La Généralitat y était représentée par un commissaire et un militaire, en tant qu'assesseurs techniques.



Garcia Oliver, "une sorte de Ministre de la guerre"...

Immédiatement, le Comité Central entreprit d'envoyer une colonne armée en direction de Saragosse, capitale historique du royaume d'Aragon tombée au pouvoir des nationalistes. Quant aux affaires militaires, elles passèrent aux mains de l'anarchiste Garcia Oliver, responsable du Département de la Guerre au Comité. Cette organisation dure jusqu'en septembre 1936, date à laquelle la C.N.T.-F.A.I. décide d'entrer directement dans le gouvernement de la Généralitat de Catalogne. Le Comité fut donc dissous par décret le 27 septembre 1936 et se convertit en une Junte de Sécurité Intérieure. Les affaires purement militaires passèrent sous le contrôle du Conseil de Défense de la Généralitat, dirigé par le lieutenant colonel Felip Diaz Sandino.

Les colonnes de miliciens

Nous avons vu qu'un des premiers soucis du Comité Central des Milices Antifascistes fut d'envoyer des colonnes de miliciens en direction de Saragosse. Pour ce faire, les organisations, constitutives furent autorisées à ouvrir des centres d'enrôlement et d'entraînement de volontaires à Barcelone. Les casernes furent occupées par les milices et rebaptisées Bakunin, Spartacus, Lenin, Marx, etc.. Le 24 juillet 1936, soit quatre jours après l'échec des insurgés nationalistes de Barcelone, une colonne armée put ainsi quitter la ville en direction de l'Aragon, vers l'ouest. Composée dans son immense majorité d'anarchosyndicalistes, cette formation avait à sa tête un militant

libertaire d'envergure internationale : Buenaventura Durruti. Nous verrons par la suite, en détail, l'organisation interne de cette première colonne constituée grâce à l'enrôlement de miliciens, par le biais des Comités de défense des quartiers.

Cette colonne, et la majorité de celles qui la suivirent, restait sous le strict contrôle des syndicats, mais elle dépendait, pour son organisation, du Comité Central des Milices. Le Comité Central, les syndicats et autres Comités d'Approvisionnements assuraient la subsistance des volontaires et de leurs familles. Les centres métallurgiques fournirent au plus vite des camions blindés, pompeusement qualifiés de "chars".

On estime qu'à la fin de l'été 1936, treize grandes colonnes opéraient ainsi sur le front aragonais. Beaucoup étaient constituées d'anarchistes, mais d'autres regroupaient des communistes de diverses tendances, des socialistes, des autonomistes catalans, voire des soldats réguliers restés sous le contrôle d'officiers demeurés fidèles à la République. En fait, le nombre d'hommes engagés en même temps sur ce front, ne dépassera jamais les trente mille. Avec le recul, les "performances" de ces formations largement improvisées peuvent apparaître assez minces. Cependant, les troupes nationalistes opérant en Aragon, certes moins nombreuses, étaient fermement encadrées par des officiers expérimentés, et correctement organisées d'un strict point de vue stratégique. De plus, les milices se trouvaient dans la position défavorable de l'assaillant, face à des formations rebelles souvent habilement retranchées.

He aquí un puñado de bellas fotografías que reflejan el paso de las milicias por las calles de la ciudad. El paso firme, seguro, porque los anima un ideal indestructible. El pueblo saluda el paso de sus héroes, puño en alto

"Voici une poignée de belles photographies reflétant le passage de Milices dans les rue de la ville. Le pas est ferme, sûr, animé d'un idéal indestructible..." (Extrait de La Vanguardia, Barcelone, 25 octobre 1936).

Le cas de la Colonne Durruti

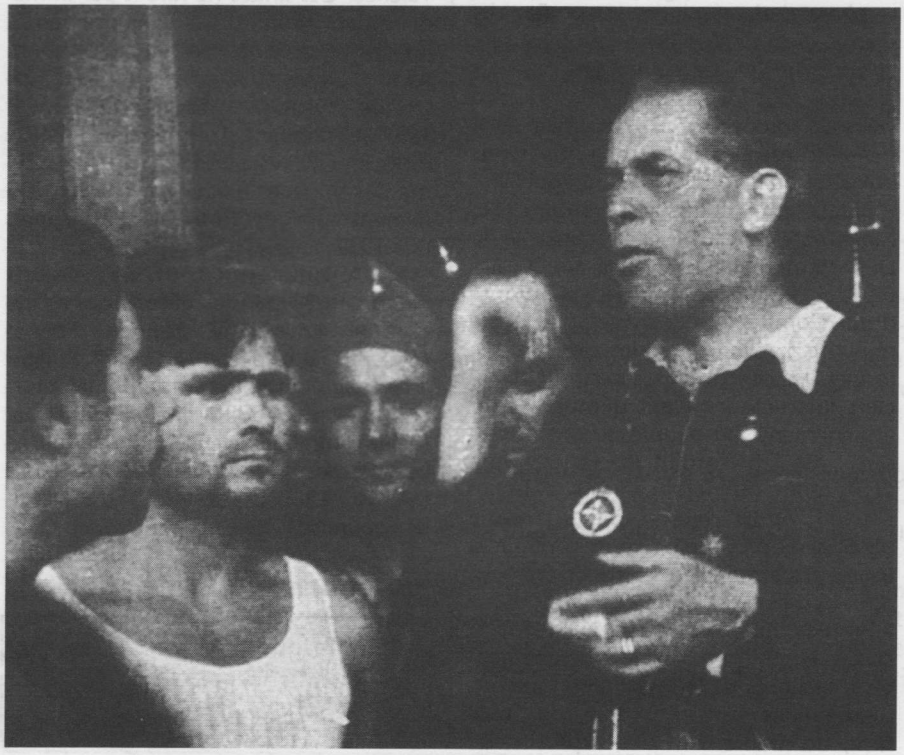
Une étude plus précise de la colonne dirigée par l'anarchiste Durruti, et de son organisation interne, s'avère ici des plus importantes. En effet, c'est de cette structure originale que devait découler, peu ou prou, l'organisation des autres milices confédérales engagées en Aragon.

Au sein de cette colonne, regroupant environ trois mille combattants, dix miliciens constituaient un groupe dirigé par un délégué librement choisi. A l'échelon immédiatement supérieur, une centurie englobait dix de ces groupes, sous le contrôle d'un représentant également librement élu. Cinq de ces centuries constituaient alors un groupement d'environ cinq cents hommes, lequel était doté, lui aussi, de son propre délégué. Les délégués des centuries constitutives ainsi que le délégué du groupement formaient un comité de groupement. Enfin, à l'échelon ultime, délégués de groupements et délégué général (Durruti) constituaient le Comité de Guerre de la colonne.

Pourtant, on constatera bientôt que la répartition initiale des miliciens ne pouvait correspondre à ce découpage théorique. Une autre formule fut alors expérimentée où les groupes comprenaient vingt-cinq hommes. De ce fait, les centuries ne se composaient à présent que de quatre groupes, alors que le groupement, toujours constitué de ses cinq centuries, comportait dorénavant une équipe chirurgicale et une équipe de mitrailleuses. La colonne se dota également des services annexes indispensables, et, l'artillerie, regroupée, fut prise en main par des officiers expérimentés. Tous les services, ainsi que l'artillerie, se choisissaient un délégué.

Rapidement, le colonel antifasciste Pérez Farras regroupa l'ensemble des

Le commandant Pérez Farras, "chef militaire" de la colonne Durruti



militaires professionnels de la colonne en un Conseil Technique Militaire chargé, entre autres, de la cartographie et de l'organisation des transmissions. Ces "techniciens", comme on les nommait alors, devaient également élaborer des plans stratégiques. L'application desdits plans restait cependant sous le strict contrôle du Comité de Guerre de la colonne, après l'approbation de ce dernier. Des membres du Comité assistaient par ailleurs aux réunions du Conseil Technique, et vice versa. On notera enfin l'apparition de groupes spéciaux, agissant directement dans la zone nationaliste, et d'équipes de "dynamiteros", comprenant d'anciens mineurs aptes à manier les explosifs..

En résumé, tout en respectant les principes libertaires relativement à son organisation, une colonne de miliciens confédéraux s'apparentait à un régiment d'infanterie classique par ses effectifs. De même, s'il n'existait pas d'équivalent du bataillon traditionnel au sein des colonnes, force est de constater que les unités tactiques et administratives, constituées par les centuries, apparaissent comparables aux classiques compagnies d'infanterie.

Heurts avec le pouvoir central républicain

La mise en place de cette organisation originale n'allait pas sans heurts vis-à-vis du gouvernement central républicain. Au début du mois d'août 1936, le gouvernement de Madrid tentera ainsi de mobiliser partiellement les classes 1933, 1934 et 1935. Des jeunes catalans se réunirent immédiatement au Théâtre Olimpia de Barcelone et refusèrent de regagner les casernes. Les anarcho-syndicalistes de la C.N.T. qui soutenaient ce mouvement de refus d'une mobilisation "décrétée d'en haut", proposèrent alors, par le biais du Comité Central des Milices Antifascistes où ils siégeaient, une solution transitoire impliquant, pour la Catalogne, une véritable proclamation de son autonomie militaire. Ainsi, Le 6 août 1936, le Comité Central décida que les soldats des classes 1934, 1935 et 1936 rejoindraient immédiatement les casernes... en tant que miliciens placés à la disposition des comités de milices. La tentative de "militarisation", initiée par le gouvernement central, tournait court en Catalogne.

Cependant, on conseillait également de s'adjoindre la collaboration des gradés disponibles *"dont les organisations ouvrières et les partis appartenant au Comité des Milices répondaient de la personnalité"*, ceci afin d'utiliser au mieux les compétences de ces spécialistes. Il devint alors nécessaire de constituer des organismes de contrôle des techniciens militaires. Ainsi naquirent les Conseils d'ouvriers et de soldats, inspirés de la première phase de la révolution russe. Rapidement, ces Conseils s'étendirent à tous les corps armés et fonctionnèrent dans les casernes sous formes de comités de surveillance composés de soldats et de délégués nommés par les organisations ouvrières ou les partis de Front Populaire.

Un soldat du service de l'Intendance appartenant à la garnison de Sarragosse. Malgré leurs efforts, les milices catalanes ne purent prendre la ville (Collection de l'auteur).

Parallèlement, dès le 10 août 1936, l'anarchiste Garcia Oliver, responsable du Département de la Guerre au Comité Central des Milices, affirma la volonté dudit Comité de constituer une école militaire " révolutionnaire", destinée à former des cadres sous le contrôle d'officiers instructeurs ayant démontré leur attachement "au peuple et au prolétariat''. Ainsi fut organisée la première école pour officiers, ouverte dans un couvent de Barcelone. Cet organisme paraît avoir proposé un cours commun à toutes les armes, lequel aurait été suivi d'exercices pratiques et de "classes" adaptées aux diverses spécialités. Ces classes eurent pour objet l'enseignement de la tactique, de la signalisation, de l'armement, de la topographie, du tir au fusil, du maniement des explosifs, de l'équitation et de la comptabilité. Ce n'était cependant pas l'unique école existant en Catalogne et les sous-officiers eurent, eux aussi, leur propre lieu de formation. De même on se proposait, au sein de ces écoles de guerre, de donner des cours aux délégués dé groupes, de centuries et, même, aux responsables de colonnes.

Une armée pour la Catalogne : l'Exèrcit de Catalunya

L'organisation militaire catalane ne pouvait évidemment pas survivre à la disparition du Comité Central des Milices sans subir de profondes mutations internes. Le 24 octobre 1936, les autorités de Barcelone publièrent un décret mobilisant les hommes âges de 20 à 30 ans, ainsi que tous ceux possédant "des aptitudes spéciales". Dans la foulée, on nomma un chef d'Etat-Major. Enfin, le 6 décembre 1936, les forces occupant le front compris entre Huesca et Teruel se convertirent en une *Exèrcit de Catalunya.* Cette "Armée de Catalogne" était alors théoriquement composée de trois divisions, dont les postes de commandement se trouvaient respectivement situés à Barcelone, Tarragone et Gérone. Bien entendu, les officiers professionnels devaient y jouer un rôle prépondérant... Au détriment des responsables de milices. De plus la Généralitat considérait que ces divisions devaient rester sous son contrôle et ne point accepter les ordres émanant de l'Etat-Major central de Valence. Ces unités ne furent pas immédiatement numérotées et conservèrent les noms de leurs colonnes d'origine : Ascaso, Carlos Marx et Durruti. Une quatrième division fut formée en janvier 1937. Cependant, l'organisation interne de ces forces restait particulière, le système des brigades mixtes n'ayant été pleinement appliqué en Catalogne qu'après mai 1937.

Ainsi, bien que touchées depuis octobre 1936 par des décrets de "militarisation" venus de Madrid, les colonnes catalanes ne se plièrent que difficilement aux règles du commandement hiérarchique et du Code Militaire. Pour l'Etat Major central de Valence, pour cette *Ejército popular* en devenir, 1'Exèrcit de Ca talunya restait une armée alliée... Mais non soumise.

Cyril Le Tallec

Sur la guerre d'Espagne voir les numéros : 78, 84, 85, 90, 92, 93-94.

Courrier des lecteurs

A propos des Transportés de 1848

Madame Simone Le Calvez, fidèle abonnée de notre revue, nous écrit sa satisfaction à la lecture de l'article paru dans le dernier numéro sur les Transportés après la Révolution de 1848. En effet, son arrière grand-oncle, Charles Félix Leyns, se trouvait parmi les nombreux prisonniers envoyés à Belle-Ile. Il figurera parmi les graciés qui échappèrent à la transportation en Algérie.

Madame Le Calvez joint deux lettres ainsi qu'un extrait du bordereau d'écrou sur lequel figure son nom. Ces documents nous permettent de suivre le parcours du condamné de son arrestation à sa libération.

Charles Leyns a 30 ans lorsqu'il est arrêté en juin 1848. Un an plus tard, le 28 avril 1849, il est emprisonné à Belle-Ile-en-Mer sous le numéro 1170.

Dans une lettre adressée à sa mère, fleuriste, 35 rue du Ponceau à Paris, datée du 23 juin 1849, Charles Leyns s'inquiète de la santé de ses proches. Quant à lui, il précise simplement : *"Je me porte parfaitement bien. Nous respirons l'air pur de la mer et notre nourriture est saine et bonne. Nous ne manquons de rien que de notre liberté. Nous sommes tous habillés bien proprement."* Il semble que ces propos sont plus guidés par peur de la censure que par un souci de traduire la réalité. A la fin de cette lettre, il demande à sa mère de lui répondre "rue Barbès N° 15".

Le ton de la seconde lettre, toujours adressée à sa mère, datée du 4 novembre 1849, est plus angoissé : *"Voici le moment qui s'approche, et je crois bien que la transportation va avoir lieu avant peu pour l'Algérie, mais ce qui me fait le plus de peine, c'est de m'éloigner de toi et de toute ma famille sans seulement avoir la douce consolation de pouvoir te donner un dernier adieu de vive voix. Je te remercie (...) de m'avoir envoyé quelque argent, ce qui m'a servi pour faire arranger mes effets, et faire quelques achats de plusieurs petits objets dont j'avais le besoin, tel que cravate de laine, bonnet de coton et brosse, démêloir, glace et d'autres petites choses que je me suis procuré. (...) Mon sac est tout prêt, au premier moment on va nous faire partir. Il faut s'y attendre... "*

Mais Charles Félix Leyns ne partira pas en Algérie. Il sera gracié et libéré le 11 décembre 1849.

Détail intéressant, sur la photocopie du bordereau d'écrou de la prison de Belle-Ile, figurent trois noms de détenus :

- Sous le N° 1167, Claude Grosjean, 26 ans coutelier, né à Champigny (Meuse), demeurant 72 rue Saint-Maur à Paris.

- Sous le N° 1168, Julien Louis Hérissey, 34 ans mécanicien, né à Lemesnil (Manche), demeurant à La Chapelle, boulevard des poissonniers.

- Sous le N° 1169, Jean-Pierre Halary, 31 ans maçon, né à Paris, demeurant à Belleville, 9 rue du Chaudron.

Un seul de ces noms figure dans le "Maitron", il s'agit de Halary dont on apprend qu'en 1848 il était membre du Club des Montagnards de Belleville, qu'il manifeste avec eux contre l'Assemblée nationale le 15 mai. On le retrouve parmi les manifestants de Juin et est arrêté sur dénonciation. Il sera gracié et libéré en décembre 1849.

Merci à Madame Le Calvez.

Précisions

Dans le dernier numéro de Gavroche, notre présentation maladroite et trop sommaire des deux ouvrages de Jean-Bernard Wocjciechowski, "Hygiène mentale et hygiène sociale : contribution à l'histoire de l'hygiénisme" a pu laisser penser que cet auteur reprenait à son compte les positions d'Alexis Carrel dont on sait combien elles sont aujourd'hui objet de confrontations et fort justement combattues dans leurs excès. D'où les remarques justifiées de l'auteur : *"Afin qu'il ne subsiste pas de malentendu, je tiens à préciser que mon travail, qui est la reprise d'une thèse en sociologie soutenue à Strasbourg en février 1996, a consisté à présenter l'histoire du mouvement d'hygiène mentale français, du milieu du XIXe siècle jusqu'à la seconde guerre mondiale. J'ai insisté sur les liens existants dans l'entre-deux-guerres, entre les médecins hygiénistes et les hommes politiques, alliance ayant donné naissance au "Parti social de la santé publique" et révélant une politisation de l'hygiène et une hygiénisation de la politique."*

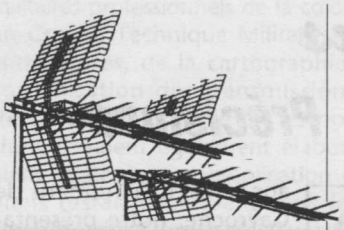
Dernière précision de l'auteur à propos des polémiques autour de l'œuvre d'Alexis Carrel et de ses positions sur l'eugénisme : *"le docteur Lucien Bonnafé, qui a rédigé avec le philosophe Patrick Tort un ouvrage intitulé "L'homme, cet inconnu ? Alexis Carrel, J.-M. Le Pen et les chambres à gaz" (Editions Syllepse 1991) a accepté de rédiger la préface et la postface de mes publications en livrant un texte inédit intitulé "Sur trois biocrates : Alexis Carrel, De Clérambault et Edouard Toulouse"."*

A RETENIR

• **Colloque "Le mouchoir dans tous ses états"** au musée du Textile à Cholet les 12-13-14 novembre 1997. On y parlera de Cholet comme capitale du mouchoir, des usages quotidiens du mouchoir à certaines époques et en différents lieux dans le monde mais aussi du rôle du mouchoir dans la stratégie amoureuse ou objet de théâtre et cinéma. Faites un nœud au vôtre pour vous rappeler ce colloque. Vous pourrez avoir plus de renseignements au Musée du Textile, rue du Docteur-Roux 49300 Cholet (Tél. 02.41.75.25.40).

• Un abonné de Gavroche, professeur au lycée Pierre-Bayle de Sedan, nous signale que son lycée produit un ensemble cassettes audio-vidéo avec livret qui évoque **la vie et les engagements d'Irène et Frédéric Joliot-Curie** avec un témoignage de leur fille Hélène Langevin-Joliot. Lycée Pierre-Bayle, rue Rogissart, 08200 Sedan (Tél. 03.24.27.39.95).

• **Le salon du livre antifasciste de Gardanne** (Bouches-du-Rhône) se tiendra du 15 au 23 novembre 1997. Cette manifestation regroupera avec le salon, des concerts, des films, des expositions et des tables rondes. Paraîtra dans le cadre de ce salon le livre "Eclairer sans brûler" aux éditions Actes Sud, recueil de textes inédits et "Fascismes d'hier et d'aujourd'hui" bibliographie réalisée par des professionnels du livre. (CAP 250-93, La Cannebière, 13001 Marseille, Fax : 04.91.02.19.11).



MEDIA : APPRENDRE A CONSOMMER AVEC PRUDENCE !
la chronique de Jean-Jacques Ledos

DU BON USAGE DES TRUCAGES

On a posé ici, à plusieurs reprises, la question de l'authenticité des images que transmet - ou ne transmet pas - la télévision.

Il existe un bon usage des images dites "de synthèse" qui produisent une réalité virtuelle. C'est le cas lorsque l'ordinateur reconstitue les images d'un passé disparu. On peut ainsi contempler sur un écran le Parthénon, tel que l'a vu Périclès, près de cinq siècles avant notre ère, le Colisée de Rome comme s'il venait d'être inauguré par Titus, cinq cents ans plus tard et, sautant encore dix siècles, l'abbaye de Cluny, la plus vaste et la plus audacieuse église de la chrétienté médiévale.

Cette heureuse manipulation des images inspire des auteurs de télévision. Un essai réussi a déjà été diffusé par "France 3", le 7 juin dernier. A partir des rares fragments disponibles, vestiges de murs ou éléments d'armure, un réalisateur habile s'est mis au service d'un historien pour reconstituer, sinon la vie de Clovis pour laquelle les quelques pages que Grégoire de Tours lui a consacrées sont une maigre source, du moins le cadre de l'époque dans lequel le "barbare" venu du Nord a ébauché le royaume des Francs.

On attend avec impatience les images d'une Pompéi, prospère et joyeuse, cinq minutes avant la colère du Vésuve. La série potentielle est prometteuse pour les amateurs d'Histoire*. ❑

* La manipulation technique appliquée à des images bien réelles, celles des musées, permet de les voir mieux. C'est ce que réussit Alain Jaubert dans la remarquable série "Palettes" sur "Arte".

HISTOIRE DE LA RADIODIFFUSION

Les "Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion*" consacrent leur dernière livraison à l'année 1927.

En France, le débat tourne alors autour du choix d'un régime. L'initiative privée revendique cette liberté qu'on dit "libérale" : le droit au profit. A la fin de l'année précédente, un décret a fixé une réglementation tolérante à l'égard des stations privées et reconnu - presque à la sauvette - l'existence d'un service de la radiodiffusion au sein du ministère des PTT. Marcel Pellenc, un directeur énergique issu de cette institution, parvient à jeter les bases d'une radio de service public qui ne s'abandonne pas aux complaisances de la recherche de l'audience maximum dans la soumission aux recettes de la publicité.

La radio naissante est déjà considérée comme un moyen de manipulation de l'opinion. Les affairistes et les publicitaires s'efforcent d'investir le nouvel espace de communication. Les journalistes incontrôlables, tels Maurice Privat, dont le dynamisme ne refuse pourtant pas, à l'occasion, les compromissions, sont tenus à l'écart. L'attitude n'est pas seulement française. On peut ajouter qu'elle sera durable. Seule la Grande Bretagne qui a connu l'expérience de la radio commerciale adopte le régime de service public pour la BBC qui reste, à ce jour, le meilleur modèle, de média indépendant.

Dans ce domaine, le goût de l'Histoire ne doit pas se limiter à une célébration du passé mais entretenir la recherche des bonnes orientations oubliées. Le modèle de société est fait d'alternances, lui aussi. L'équilibre atteint est souvent le résultat des forces contraires. ❑

* N° 53 - juin-août 1997. Nouvelle adresse : 20, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 - Paris. Tél.+fax : 01-43-25-20-88.

"DROITS DANS LEURS BOTTES"

Dans son trop peu connu "Tableau de la conditions des ouvriers dans les manufactures*", le docteur Villermé évoquait au milieu du siècle dernier l'exploitation des enfants dans les manufactures de textile. Mal nourris, épuisés par des journées de travail allongées de la durée du trajet, certains ne tenaient plus debout. Pour qu'ils puissent continuer d'effectuer les tâches ingrates qu'on leur réservait en contrepartie d'un salaire, évidemment misérable mais dont les parents, guère mieux lotis, attendaient la ressource complémentaire, certains employeurs avaient imaginé de fabriquer des "bottes" de tôle dans lesquels, les esclaves de cette "belle" société industrielle devaient se tenir droits.

Certains reportages de télévision montrent parfois des situations de même nature dans des pays que l'hypocrisie de nos sociétés dites "avancées" n'ose plus appeler "sous-développés". Pas si "avancées" que çà, d'ailleurs ! Dans notre pays, les personnels des établissements scolaires observent l'avidité avec laquelle certains enfants dévorent le repas de cantine qui sera souvent le seul de la journée. Ils ont de la chance, ces gosses : ils ne travaillent plus dix heures par jour dans les courants d'air et l'humidité ! ❑

* Réédité par les éditions E.D.I. (Distribution : Éditions de l'Atelier).

UNE SOCIÉTÉ D'INCOMMUNICATION

Le progrès n'est jamais économe de contradictions. L'application des techniques de l'informatique à la communication a créé de nouvelles mentalités qui se reconnaissent dans un ésotérisme suffisant mais justifié. La virtuosité d'un "internaute" révèle une agilité d'esprit tout-à-fait originale mais, au quotidien, pour le grand public, cette société de communication dont on nous dit qu'elle doit renouveler nos échanges multiplie les verrous.

Il est, par exemple, de plus en plus difficile d'obtenir un interlocuteur, par appel téléphonique, dans une entreprise. Lorsqu'on n'a pas perdu patience à l'écoute prolongée du "Printemps" des "Quatre saisons de Vivaldi" ou de la ritournelle : "Ne quittez pas, nous recherchons votre correspondant...", on a toutes chances d'avoir affaire à un "répondeur vocal" - Ah ! les foutus répondeurs vocaux ! - à moins qu'on ne vous recommande d'appuyer sur la touche 1, puis la touche 2, etc. Fini, le contact direct, le compteur tourne.

Il y a pire : le "Minitel" qui vous balade pendant de nombreuses minutes sur ses divers écrans et pour son plus grand profit, lorsqu'on ne surveille pas le compteur de coût. L'obligation de se soumettre à ces contraintes, par exemple, pour confirmer une inscription aux examens ou en demander les résultats, relève de l'escroquerie.

On imagine l'autosatisfaction sadique des exploitants dont les profits, établis sur la durée des communications, sont d'autant plus gratifiants qu'ils limitent les emplois. ❑

PRÉVOIR AU RISQUE DE DÉCEVOIR

La lecture des romans de science-fiction fait rêver. La lecture, à rebours, des prévisions des experts amuse et désole.

Autour de 1960, les ouvrages des prévisionnistes promettaient un avenir radieux, sinon l'"âge d'or" pour l'an 2000. Le courant libertaire de 1968 ajoutait la cerise sur le gâteau.

Le célèbre "brain tank" (réservoir de cerveau), "Hudson Institute" annonçait pour le siècle prochain, par la plume de son gourou, feu Hermann Kahn, une "ère post-industrielle" "axée sur le loisir...*" La durée annuelle de travail serait de 1 100 heures ponctuée de 13 semaines de congé. Toutes les tares de la société industrielle "agressive" - inégalités, frustrations, paradis artificiels - seraient abolies. On croit lire "Le meilleur des mondes" d'Aldous Huxley, moins les soumissions aux machines.

Nous voici arrivés à l'aube de l'ère promise et c'est le contraire qui est au rendez-vous. Les décideurs semblent avoir prévu la perte de leur pouvoir au profit d'un égalitarisme qui les priverait de leur différence et réussi à en conjurer l'avènement. Il n'est plus question que de période difficile - sauf pour eux - et d'efforts à fournir. Un sondage ("Le Monde, 2 juillet 1997) révèle que les salariés préfèrent travailler plus (on parle de 1800 à 1900 heures par an, aménagées au nom de la "flexibilité") et gagner davantage.

"La prévision est un art difficile, surtout lorsqu'il s'agit de dire l'avenir..." affirmait un humoriste. ❑

* H. Kahn & Anthony J. Wiener : "L'an 2000" (R. Laffont-Paris Match, 1968).

"GOUVERNER, C'EST PRÉVOIR..."

C'est une maxime que se refilent les ministres, les "Premiers" de préférence. Le vécu des gouvernements montre qu'à de rares épisodes près ils gèrent les affaires au jour le jour.

Les restructurations qui jalonnent la crise depuis quelques années illustrent le refus de prévoir l'évolution des marchés. La planification, tenue pour une illusion marxiste, reste honnie par tous ceux qui préfèrent le casino des affaires à la gestion non aventureuse des affaires de la collectivité.

L'économie programmée, engagée dans la foulée de la révolution soviétique, après 1920, n'en a pas moins été préconisée, en France, au cours des années 30, par une bourgeoisie consciente des risques d'emballement d'une économie incontrôlée, tels que les avaient révélés la crise de 1929. La mise en œuvre, avortée, par le régime de Vichy, a été reprise au lendemain de la Libération par Jean Monnet. La Ve République des débuts, peu suspecte de complaisance envers les initiatives de Vichy ni de révérence à Monnet mais soucieuse d'affirmer la puissance de l'État a célébré le "colbertisme". La réussite de ce que Jean Fourastié a appelé les "Trente glorieuses" lui doit beaucoup. Le libéralisme, cette vieille démangeaison des individualistes, entretient seulement la prévision à courte vue au seul profit des intérêts particuliers. ❑

"ATTENTION, PUBLICITÉ !"

Ceci est un message publicitaire pour une revue "Alternatives non-violentes*" qui a consacré, l'été dernier, son numéro 103 à l'envahissement de notre environnement par les incitations à consommer. Il n'y a, ici, aucune provocation. On reconnaît, bien volontiers, que la fonction première de la publicité, c'est d'informer. Faut-il, pour autant, qu'elle s'impose à la manière de ces propagandes obsédantes qu'on dénonce à juste titre dans les pays qui imposent à leurs citoyens une idéologie totalitaire ? La publicité n'est pas seulement un moyen d'information commerciale, elle est un instrument de promotion du modèle de société libéral dont on sait qu'il profite mieux et davantage à ceux qui disposent des moyens de décision - en particulier, dans le domaine de la communication - qu'à la collectivité, dont on se contente d'entretenir le désir et les frustrations. Dans les deux cas, l'agressivité est au rendez-vous. Le consommateur ne s'affirme que s'il "possède" davantage que son voisin. Cette association de la violence à la démarche d'achat encouragée par la publicité est soulignée par plusieurs auteurs. Il n'était pas innocent que les affairistes se soient intéressés, très tôt, à la radio et la télévision - médias de masse - : ils avaient flairé l'instrument de manipulation et de pouvoir qu'elles deviendraient.

Le succès de la séduction perverse des messages publicitaires mérite réflexion. Il faut lire ce numéro d'"Alternatives non-violentes". ❑

* 58 F - B.P. 27, 13122, VENTABREN. Parmi les thèmes abordés par les derniers numéros : "Questions à la non-violence", "Quand la société se fracture", "Front National : violence cachée".

Voir aussi in "Le Monde diplomatique" (juillet 1997) : "La rue privatisée".

"POUVOIRS ET INFORMATION"

On s'efforce ici de démasquer et de faire connaître quelques unes des manœuvres que les médias réservent à leurs lecteurs ou spectateurs au prétexte de les informer tant il est vrai que, privés d'indépendance par une tutelle politique ou une soumission à des conseils d'administration, les journalistes et animateurs sont tenus d'occulter ou d'arranger les messages.

On a évoqué, en d'autres occasions*, la frilosité précoce des pouvoirs à l'égard de la radio naissante. Le système s'est amplement perfectionné depuis les années d'apprentissage, au lendemain de la première guerre.

Les "Cahiers d'Histoire" ** ont consacré une récente livraison aux relations entre les pouvoirs et l'information, dans une perspective historique.

Dès le Moyen-Age, l'Église a disputé le pouvoir sur les consciences aux monarchies qu'elle a battues sur le terrain de l'habileté et de la pérennité. Les totalitarismes contemporains en ont repris le modèle. Moins contraignantes, les démocraties modernes n'en ont pas moins eu le souci constant de contrôler ces nouveaux moyens de s'adresser aux masses que furent au lendemain de chacune des deux guerres, la radio puis la télévision. Aujourd'hui le libéralisme (provisoirement) triomphant impose aux lecteurs, auditeurs et téléspectateurs, un totalitarisme apparemment indolore au moyen de la publicité qui assure le financement de la quasi-totalité des médias.

Dans les années 30, pourtant, un ministre qui n'avait rien de "révolutionnaire", Georges Mandel, avait imposé à la radiodiffusion nationale deux mesures salubres : privation de ressources publicitaires et création de comités d'usagers. Un programme d'avenir ? ❑

* "GAVROCHE" n° 56, 57/58 (1991).

** 64, boulevard Auguste-Blanqui, 75013, Paris.

NOTE DE LECTURE

"L'ÉCLATEMENT DE L'O.R.T.F."

par Sophie Bachmann*

L'O.R.T.F. a été, de 1964 à 1974, l'organisme intégré de la radio et de la télévision françaises. L'Ordonnance qui avait imposé le monopole de service public, en mars 1945, n'avait pas renouvelé les autorisations accordées avant guerre à des sociétés privées de radiodiffusion. Pendant trente ans, les défenseurs de l'initiative privée ont bataillé pour recouvrer leurs avantages et les étendre à ce marché prometteur qu'annonçait la télévision.

L'ambition qui animait les producteurs et réalisateurs de la radio et de la télévision était alors de même nature que celle qu'a développée Jean Vilar au T.N.P. L'institution audiovisuelle, sérieusement reprise en mains par les gouvernements de la Ve République, tolérait cependant un contre-pouvoir syndical qui ne craignait pas d'interrompre la continuité nécessaire du service public par des grèves fréquentes. Il y avait, certes, dans de telles situations une menace pour la transmission de la communication officielle. L'offensive libérale n'a pas, dès lors, manqué de dénoncer, souvent au prix de campagnes calomnieuses**, le désordre du service public et, avec démagogie, de promettre une programmation plus ouverte dès que le monopole de programmation serait aboli. Son abandon progressif et la soumission à la concurrence, à partir de 1975, ont fait glisser les programmes vers une médiocrité, dont seuls, les annonceurs publicitaires tirent le bénéfice.

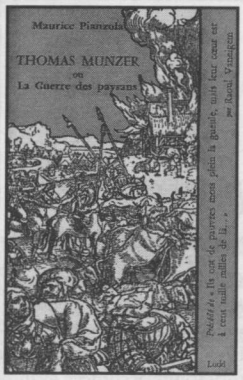
Sophie Bachmann reconstitue les étapes accélérées de la liquidation de l'O.R.T.F. après l'élection, en 1974, d'un libéral, Valéry Giscard d'Estaing, peu soucieux d'assumer les ambitions de ses prédécesseurs. On reprochera seulement à l'auteur d'entretenir l'accusation de gaspillage complaisamment reproduite par une presse non désintéressée. Les deux dérives financières - 1966 et 1973 - de l'O.R.T.F. n'étaient en aucune façon comparables à celles qu'on a connues depuis***. La privatisation engagée en 1975 annonçait la destruction du contre-pouvoir syndical et la soumission au modèle de société libéral d'un instrument de pouvoir essentiel.

J.-J. L.

* Éditions de l'Harmattan, 140 F.

** Elles ont aussi tenté de déstabiliser Jean Vilar.

*** Cf. "Le gâchis audiovisuel" (1986), en vente à la Librairie Floréal.



THOMAS MUNZER OU LA GUERRE DES PAYSANS

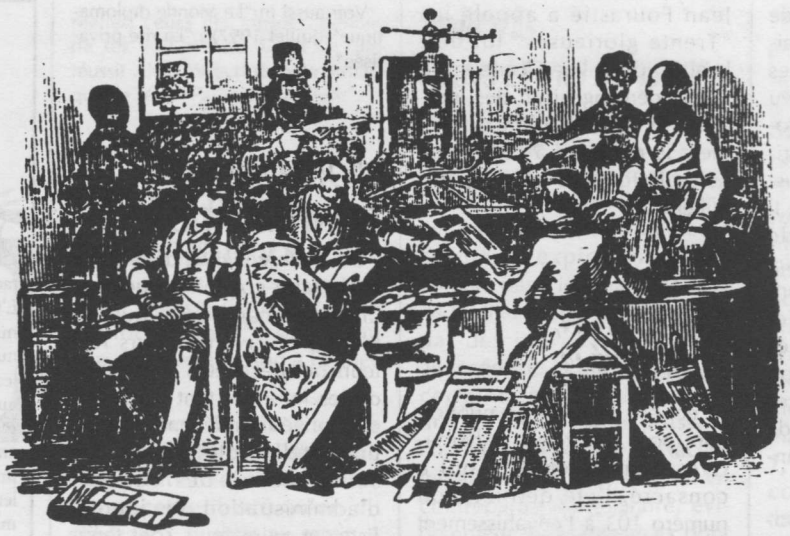
par Maurice Pianzola

En 1525, 40 000 paysans insurgés tiennent les campagnes d'Allemagne centrale, démolissent un millier de châteaux forts et confisquent leurs richesses. Ils sont entraînés par un prédicateur turbulent, Thomas Munzer, dont les discours enflammés inquiètent depuis longtemps Luther, ce "Frère-se-la-coule-douce", et les princes de l'Empire germanique. Par son rôle dans la Guerre des paysans, il occupe une place importante dans l'histoire politique et philosophique allemande.

Maurice Pianzola analyse l'action révolutionnaire de ce prophète : "Munzer avait conduit sur les marches du pouvoir une classe sociale qui aurait été trop faible pour le garder... C'est sa grandeur d'avoir présenté son idéal comme un objectif accessible aux gens de son temps, à des gens socialement déterminés... Cela le distingue foncièrement des mystiques qui parlaient du Royaume de Dieu dans l'absolu, sans s'occuper des contingences. Munzer ignore l'esprit de secte."

Dans ses sermons et exhortations, le "théologien de la Révolution" (comme l'appelait Ernst Bloch) ne doute pas un moment d'instaurer un ordre social nouveau. "Ils peuvent se battre, la victoire merveilleuse sera la chute des puissants tyrans impies", clame Munzer.

Mais les cuirasses et les canons des princes auront, un jour de mai, raison d'une armée de 8 000 paysans et Munzer, à moins de trente-cinq ans, sera décapité.



Le temps des LIVRES

Ce texte est précédé de "Ils ont de pauvres mots plein la gueule, mais leur cœur est à cent milles de là... " par Raoul Vaneigem, dont voici un extrait :

Face aux hobereaux, Munzer tient un langage que travailleurs et chômeurs n'osent opposer aux maîtres de l'économie parasitaire qui rentabilisent cyniquement leur misérable survie : "Les seigneurs se chargent eux-mêmes de faire des pauvres leurs ennemis. S'ils se refusent à supprimer la cause de la révolte, comment veulent-ils supprimer la révolte elle-même ? Si l'on me dit à cause de cela que je suis un rebelle, eh bien, soit, je suis un rebelle !"

Munzer en appelle à la liquidation des prêtres et des princes. Sa parole est anticléricale et antiétatique. Elle médite de dissoudre dans l'acide des deux moitiés de Dieu, l'empereur et le pape, celui de Rome, sans doute, mais aussi celui de Wittemberg, l'ambitieux Luther qu'il appelle Lügner (menteur) ; (...)

Munzer est également exemplaire dans la conduite d'échec qui a grevé jusqu'à nos jours les mouvements d'émancipation. Il a ce propos superbe et que l'on croirait fustiger ceux qui nous veulent gouverner avec de grandes protestations humanistes : "Ils ont de pauvres mots plein la gueule, mais leur cœur est à cent milles de là."

Ludd Editeur, 4 bis rue de Palestine, 75019 Paris, 288 pages, 145 F. Disponible à la librairie de Gavroche.

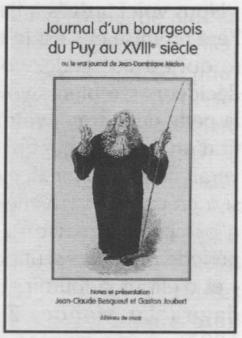
LA PRISON AUX CHAMPS

par Christian Carlier

Cet ouvrage, fruit d'une thèse de troisième cycle, présentée au printemps 1994, est une étude fort détaillée sur les colonies d'enfants délinquants du nord de la France au XIXe siècle.

Les enfants délinquants ont partagé pendant des siècles les lieux d'enfermement des prisonniers adultes. Avec la monarchie de Juillet, vient le temps des colonies pénitentiaires agricoles. L'Etat se débarrasse alors sur des propriétaires privés de l'impossible mission de métamorphoser des petits voleurs de la ville en ouvriers agricoles. Pour les fondateurs de ces colonies, les bénéfices ne furent pas minces : main-d'œuvre gratuite des enfants, manne de l'Etat sous la forme de prix de journée et de subventions, considération sociale et intellectuelle. Devant la prolifération des institutions privées, l'Administration pénitentiaire réagit en fondant, près des maisons centrales, ses propres colonies. A partir de l'exemple de deux colonies du nord de la France, Guermenez - privée - et Saint-Bernard - publique -, l'auteur tente de répondre à des questions quasiment intemporelles. Est-il légitime de garder captifs des enfants reconnus comme ayant agi sans discernement, sous le seul motif qu'il s'agit de produits de la misère ? L'Etat peut-il se démettre entre les mains du privé de sa fonction, régalienne, de punir et d'éduquer ? Une prison sans barreaux est-elle meilleure ou pire qu'une prison "normale" ? Enfin, à qui les colonies pénitentiaires furent-elles utiles ? Aux enfants ? A l'Etat ? A la société ? ou aux seuls propriétaires privés ?

Les Editions de l'Atelier, 736 pages, 260 F. Disponible à la librairie de Gavroche.



JOURNAL D'UN BOURGEOIS DU PUY AU XVIIIe SIECLE

ou le vrai journal de Jean-Dominique Mialon

Jean-Claude Besqueut et Gaston Joubert ont retrouvé le véritable auteur du *Journal d'un bourgeois du Puy-en-Velay au XVIIIe siècle,* Jean Dominique Mialon, avocat (1676-1748).

Dans ce journal du 3 mars 1722 au 3 avril 1742, l'auteur cite les événements importants du temps, mais insiste davantage sur la vie courante, celle de la cité ponote, de ses gens, sans oublier ses propres préoccupations. Ce récit est truffé d'anecdotes et d'indiscrétions.

A cette époque, Monsieur de Polignac fait tirer l'oiseau. Les régiments royaux passent et repassent en ville, la peste sévit et les régions se barricadent derrière *les lignes,* Mialon, lui, souffre de la goutte, mais la petite vérole tue 500 enfants dans la ville du 1er au 17 septembre 1736.

Les mœurs du temps sont rudes et la justice expéditive : on pend les voleurs aux fourches de Brives et les pilleurs de troncs d'église sont envoyés aux galères. L'époque est pleine de tortures et de tourments, de révoltes aussi (*les émotions),* de duels entre soldats.

Ce journal se situe bien dans la ligne des chroniques de Médicis, Jacmon et Burel. Il est abondamment annoté, expliqué, commenté par Jean-Claude Besqueut et Gaston Joubert.

Editions du Roure, 149 pages, 75 F.

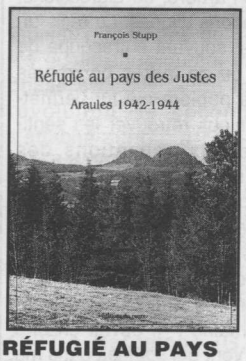
LES NOUVELLES PASSERELLES DE L'EXTREME DROITE

par Thierry Maricourt

Notre ami Thierry Maricourt propose ici une nouvelle édition revue et augmentée de son livre paru sous le même titre, il y a quelques années, aux éditions Manya.

Que devient l'extrême droite en France ? Quelles sont ses ramifications ? Comment elle se sert d'une certaine gauche pour arriver à ses fins ? Bref, au-delà de ses succès électoraux qu'il ne faut pas sous-estimer, l'extrême droite a-t-elle des ramifications, des passerelles inconnues ? C'est à ces questions que Thierry Maricourt apporte des réponses parfois surprenantes.

Editions Syllepse, Collection Vert de Gris, 200 pages, 120 F, disponible à la librairie de Gavroche.



RÉFUGIÉ AU PAYS DES JUSTES

par François Stupp

Araules est un village du Velay oriental, en Haute-Loire, à 6 kilomètres d'Yssingeaux. A l'abri de ce village, entre 1942 et 1944, François Stupp, 13 ans, fils d'émigrés polonais et juif, caché, réfugié, a été accueilli.

Cinquante ans après, il a voulu témoigner. Il salue ses sauveurs, des "Justes", Louis et Tonia Ouillon et la solidarité du village. Il décrit à sa façon la vie des maquis, la sinistre Milice, l'épisode tragique d'avril 1944 à Montbuzat, la Libération, la radio...

Ce récit émouvant, parfois riant, heureux aussi, nostalgique, ne peut faire oublier le parcours de l'auteur, aujourd'hui général en retraite de l'armée française ! Destin étonnant et hommage aux Justes de l'Araules, *à ces seigneurs de la tolérance et de la modestie grâce auxquels la République a gardé pour un juif sa vraie signification, on n'offre rien, ni coup de clairon, ni médaille. Leur page d'humanité, ils ont su l'écrire naturellement et la tourner sans frémissement tricolore.*

Editions du Roure, Neyzac, 43260 Saint-Julien-Chapteuil, 183 pages, 90 F.

LA FRANCE LIBRE DE L'APPEL DU 18 JUIN À LA LIBÉRATION

par Jean-Louis Crémieux-Brilhac

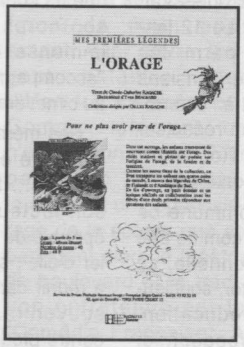
On pouvait croire que tout avait été dit sur cette période ouverte à Londres par une poignée d'utopistes qui n'avaient pas accepté la résignation de la France profonde à un gouvernement collaborationniste. Il leur fallait de l'audace, de l'insolence, un sens certain de la dignité, de la provocation et, pourquoi ne pas l'avouer, au moment où l'on parle de restaurer l'éducation civique dans les établissements scolaires, un patriotisme qui n'était pas de convention.

Le général de Gaulle, quelle que fut sans doute son ambition personnelle, a joué avec habileté et intransigeance sa carte dans cette partie risquée. Certes, son autocratie et les méthodes qu'il a adoptées ont justifié les critiques de ses partenaires alliés, voire celles, plus nombreuses qu'on ne le sait, au sein de la France combattante. De l'amiral Muselier à Roosevelt, en passant par le général Giraud, jusqu'au projet d'administration par les "alliés" des territoires libérés (projet AMGOT), les entreprises de déstabilisation de l'insoumis n'ont pas manqué. On souhaiterait que dans la donne géopolitique actuelle se dressent encore de semblables indomptés indomptables pour s'opposer à l'hégémonie que dénonce, en un autre ouvrage, Paul-Marie de la Gorce.

Tous ceux qui ont connu l'impatience cachée des familles, le soir, à l'heure des programmes du Service français de la BBC en revivront la ferveur dans le livre de Jean-Louis Crémieux-Brilhac qui fut, à Londres, l'un des agents actifs de la propagande de la France libre. Ceux qui ne l'ont pas connue en imagineront le bénéfice.

J.-J. L.

**Gallimard, 198 F.*



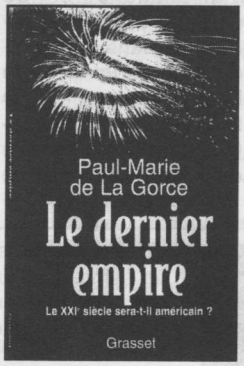
L'ORAGE

par Claude Ragache et Yves Beaujard

Ce nouveau livre vient s'ajouter à la collection *Mes premières légendes* chez Hachette Jeunesse animée par nos amis Ragache.

Dans cet ouvrage, les enfants trouvent de nouveaux contes illustrés sur l'orage. Des récits tendres et pleins de poésie sur l'origine de l'orage et de la foudre et du tonnerre. Comme les autres titres de la collection, ce livre transporte les enfants aux quatre coins du monde, à travers des légendes de Chine, de Finlande et d'Amérique du Sud. En fin d'ouvrage, un petit dossier et un lexique réalisé en collaboration avec les élève d'une école primaire répondent aux questions des enfants.

Hachette Jeunesse, Album illustré de 40 pages, 48 F. Disponible à la librairie de Gavroche.



LE DERNIER EMPIRE LE XXIE SIECLE SERA-T-IL AMÉRICAIN ?

par Paul -Marie de la Gorce

L'auteur est un journaliste dont la compétence dans les domaines de la politique extérieure, de la géopolitique et des questions militaires s'est exprimée dans des revues spécialisées comme "Défense Nationale" mais aussi dans des périodiques grand public comme "Le Nouvel Observateur" et "Le Monde Diplomatique".

"Le dernier empire" est un "arrêt sur l'image" de notre histoire récente qu'il faut lire et relire pour comprendre notre époque et, si possible, tenter de conjurer les menaces qu'elle secrète. Aucun des grands événements qui ont ébranlé le dernier quart du XXe siècle n'est omis. A ce titre, le livre est passionnant comme un "thriller" mais son utilité, c'est d'éclairer le jeu du plus fort, sinon le plus subtil et, moins encore, le plus désintéressé : l'"allié" américain.

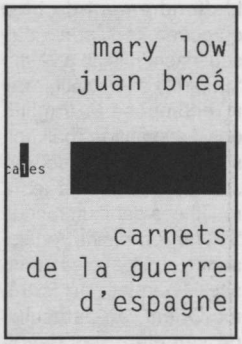
De la Gorce affiche son propos dès les premières pages : "l'Empire" américain est le seul au monde, c'est une hégémonie exclusive et c'est la première fois que cet étrange phénomène survient dans l'histoire de l'humanité." L'effondrement du bloc européen de l'est n'a pas seulement mis fin à l'autre "empire", ex-soviétique, il a recomposé la fragilité des nationalités "balkanisées" par le Traité de Versailles, en 1919, et les a re-situées dans un monde "libéral" en pleine renaissance. Les autres réussites libérales, en Extrême-Orient, en particulier ne semblent pas devoir inquiéter l'hégémonie américaine. L'Afrique se débat dans des querelles qui interdisent toute espérance de décollage à moyen terme. Un habile découpage des concessions pétrolières a concentré la richesse en peu de mains dans des pays peu peuplés. L'intégrisme islamique ne constitue pas une menace. Discrètement encouragé, il peut constituer une protection contre les mouvements révolutionnaires, toujours soupçonnés de revitaliser le communisme.

Faut-il alors se résigner à une nouvelle hégémonie millénariste ? De la Gorce distingue des fissures non dans la puissance de l'unique "empire" qui ne se gêne plus pour afficher son arrogance dans les domaines militaire et diplomatique - les conférences internationales de juin et juillet derniers l'ont affirmée -, mais dans des mouvements de l'Histoire qui à défaut de reproduire les mêmes effets en manifestent déjà les causes. Aucune réplique ne semble adaptée. Alors ? Attendre que se réalise, à nouveau, l'ancien adage : "Tout Empire périra !" ? ou la catastrophe financière qui remet les compteurs à zéro ?

Il existe une arme que l'impérialisme tente également de confisquer : la communication, libre d'attaches avec l'affairisme mondialisé. Cela s'appelle, au moins dans certaines mémoires, le service public dont la BBC reste, à peu près le seul exemple susceptible de combattre la désinformation, hors des pressions.

J.-J. Ledos

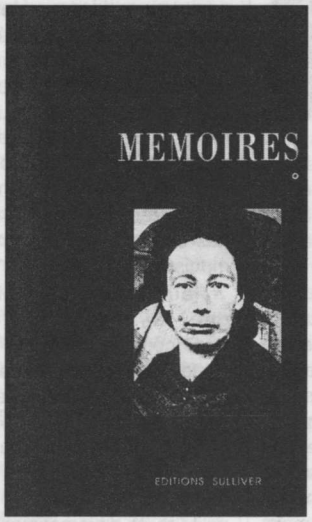
Édition Grasset (1996), 118 F.



CARNETS DE LA GUERRE D'ESPAGNE
par Mary Low et Juan Brea

Des milliers de livres et d'articles ont été publiés sur la révolution espagnole tandis que le film de Ken Loach, *Land and Freedom,* a permis à un large public de découvrir un de ses aspects les plus tragiques, la politique contre-révolutionnaire des staliniens et de leurs alliés et la répression contre le POUM et les anarchistes, seulement connu des milieux antistaliniens et de quelques historiens spécialisés. Dans cette production, l'originalité du livre de Mary Low et Juan Bréa – un couple de militants trotskystes proches du surréalisme – est de présenter un tableau des événements des premiers mois de la révolution, en insistant sur les petits détails de la vie quotidienne, dont l'intérêt se dégage au fil des pages.

Née en Angleterre en 1912 de parents australiens, Mary est éduquée en Suisse et en France et se passionne pour la littérature et l'histoire. Juan, né en 1905 à Santiago de Cuba, est un enfant révolté qui quitte très tôt le lycée pour acquérir une vaste culture d'autodidacte. Admirateur de José Marti, le père du nationalisme cubain, et fervent lecteur de la poésie romantique espagnole, il fonde avec ses amis poètes le Groupe H, influencé par le dadaïsme. Membre d'un groupe étudiant opposé au dictateur Machado, il est arrêté et passe plusieurs mois en prison où il évolue vers le communisme. Il se réfugie ensuite à Mexico, puis part pour l'Espagne où, de nouveau arrêté pour ses activités politiques en 1931, il se retrouve dans la même prison qu'Andres Nin, un des fondateurs du mouvement communiste espagnol depuis peu revenu de Moscou et désormais proche de Trotsky. Chargé par ses camarades de ramener Nin dans le giron de l'Internationale communiste, c'est le contraire qui se produit, et Juan devient un fervent partisan de Trotsky. Revenu à Cuba l'année suivante, il doit repartir pour l'Europe afin d'échapper à une nouvelle arrestation. C'est en 1933, à Paris, qu'il rencontre Mary : ils ne devaient plus se quitter jusqu'à la mort de Juan en 1941... Ils entreprennent une série de



MEMOIRES
par Louise Michel
Préface
Sophie Herszkowicz

Dans la première édition des *Mémoires* de Louise Michel (1886), son éditeur avait tenu à faire figurer une préface (non reproduite dans ce volume) où il écrivait que, pour la majorité du public, elle était "une sorte d'épouvantail, une impitoyable virago, une ogresse, un monstre à figure humaine, disposée à semer partout le fer, le feu, le pétrole et la dynamite..." A l'opposé de cette détestation, réactivée par certains jusqu'à nos jours, Louis Michel écrira très justement qu'il "est bon, par le temps où nous vivons de ne passer que pour soi-même". Si son nom est très largement connu, sa vie l'est certainement beaucoup moins...

Louise Michel, née le 29 mai 1830 à Vroncourt-la-Côte (Haute-Marne), est la fille naturelle du chatelain Charles Demahis – plus vraisemblablement de son fils – et d'une jeune servante, Marianne Michel. Après des études à Chaumont, elle obtient le brevet de "sous-maitresse" (c'est-à-dire d'institutrice), mais refuse de prêter serment à l'Empire et ouvre une école indépendante qui pratique un enseignement concret, basé sur des méthodes actives et inspiré des principes républicains. A partir de 1853, elle enseigne dans sa région d'origine, à Audeloncourt, puis à Millières, avant de s'installer à Paris qui "vous appelle si fortement qu'on en sent l'impression magnétique". Outre son travail dans une institution de la rue du Château d'eau, elle écrit beaucoup, envoyant quelques-uns de ses poèmes à Victor Hugo, et fréquente les réunions animées par les opposants les plus résolus à l'Empire, Emile Eudes, Théophile Ferré, Raoul Rigault, Jules Vallès ou Eugène Varlin. Le 12 janvier 1870, elle est parmi les dizaines de milliers de Parisiens en colère qui assistent à l'enterrement de Victor Noir, un rédacteur à *La Marseillaise* de Rochefort, assassiné par Pierre Bonaparte.

C'est lors de la Commune de Paris qu'elle se révèle comme une personnalité exceptionnelle, se dépensant sans compter, soucieuse des questions d'éducation, d'organisation, de propagande, secourant les blessés comme ambulancière, puis faisant le coup de feu au premier rang, à Issy, à Clamart, et, enfin, sur une barricade de la Chaussée Clignancourt. Elle parvient à s'échapper, mais se livre aux Versaillais pour permettre la libération de sa mère, arrêtée à sa place.

Condamnée en décembre 1871, elle est détenue pendant vingt mois à la prison d'Auberive, avant d'être déportée en Nouvelle-Calédonie où elle cherche à instruire les Canaques et se solidarise avec eux lors de leur insurrection en 1878. En novembre 1880, elle est libérée et revient à Paris où elle reçoit un accueil enthousiaste. Elle va désormais se réclamer de l'anarchisme, assistant aux congrès internationaux du mouvement et parcourant la France et l'Europe pour donner des milliers de conférences. Elle sera encore condamnée pour son action politique à différentes peines de prison en 1882, 1883, 1886, et 1890 ; prenant la tête de manifestations de sans-travail ; affirmant sa solidarité avec les grévistes de Decazeville condamnés dans l'affaire Watrin ; luttant contre la peine de mort ; faisant une intense propagande pour la grève générale et participant à l'agitation en faveur d'Alfred Dreyfus. Elle meurt à Marseille le 10 janvier 1905 au cours d'une tournée de conférences. A l'arrivée de son corps à Paris, une foule immense et impressionnante l'accompagne de la Gare de Lyon au cimetière de Levallois.

Ses mémoires sont le contraire d'une vie édifiante à l'usage des militants... Louise Michel prévient son lecteur qu'elle a toujours éprouvé de la "répugnance" à parler d'elle ; se résignant seulement à réunir dans ce volume quelques souvenirs. Elle prend ainsi le contre-pied de l'éternelle superficialité racoleuse qui s'intéresse à l'histoire par le petit bout de la lorgnette... Pour le lecteur actuel, elle se situe avec bonheur aux antipodes de la posture moderne qui veut faire de l'étalage du "misérable petit tas de secrets" de chacun l'essentiel de son existence, sinon de sa pensée.

Trois périodes dominent : l'enfance, la Commune de Paris et sa déportation en Nouvelle-Calédonie. Ç'est seulement dans la première qu'un innocent bonheur apparaît. Elle s'en souvient comme d'une sorte de paradis perdu où son intelligence, son caractère et ses passions se sont affirmés librement dans une ambiance heureuse et bienveillante, accompagnés par l'amour d'une mère et de grands-parents attentifs et indulgents. Ecrit après la mort de sa mère et de la plupart de ses amis les plus chers, il se dégage du livre une sombre mélancolie où la pensée de la mort omniprésente – "Je n'ai pas le mal du pays, mais j'ai le mal des morts". – s'accompagne d'une foi toujours renouvelée dans la révolution. Ainsi, elle écrit : "Cela ne fait guère sensation quand on nous broie ; seulement c'est là que cesse pour nous toute entrave à être d'utiles projectiles dans la lutte révolutionnaire. Personne ne souffrant plus de ce qui nous arrive, rien ne nous arrête, j'en suis là !"

D'une facture étrange et impressionniste, ce livre est fait de retours en arrière, de digressions, d'associations d'idées. Le récit lui-même est souvent entrecoupé de poèmes ou de lettres conservés dans ses papiers qui lui permettent de mieux retrouver les sentiments et les sensations des moments révolus. La première impression déconcertante passée, il se lit avec attention car on y trouve souvent les éclats d'un grand écrivain et une véritable sensibilité poétique et tout simplement humaine : "Il devait en être ainsi ; le vent qui soufflait dans ma vieille ruine, les vieillards qui m'ont élevée, la solitude, la grande liberté de mon enfance, les légendes, les bribes de sciences braconnées un peu partout, tout cela devait m'ouvrir l'oreille à toutes les harmonies, l'esprit à toutes les lueurs, le cœur à l'amour et à la haine ; tout s'est confondu dans un seul chant, dans un seul rêve, dans un seul amour : la Révolution." Ainsi, sa vie durant, Louise Michel chercha son étoile afin de voir "la revanche de l'humanité entière aux éternels jours de mai".

C. Jacquier

voyages dans l'Europe entière et fréquentent les petits groupes révolutionnaires antistaliniens et les milieux surréalistes.

Dès l'annonce de la révolution espagnole, ils quittent Bruxelles pour Barcelone. Ils restent en Espagne jusqu'en décembre 1936 et militent avec le POUM, malgré les critiques qu'ils formulent sur sa politique, qualifiée de "centriste" dans le jargon trotskyste. Durant ces quelques mois, ils rencontrent les principaux responsables du POUM et croisent la route de militants internationaux comme Mika Etchebéhère, Benjamin Péret, Jean Rous, Pavel et Clara Thalmann, etc. On ne lira pas sans émotion les pages où Mary raconte l'arrivée à l'hôpital-clinique du corps de Robert de Fauconnet, jeune militant trotskyste de Marseille, le premier mort des "internationaux" du POUM... Au moment où Mary et Juan quittent l'Espagne, George Orwell arrive à Barcelone pour s'engager dans une colonne du POUM. Ce décalage chronologique explique une des raisons de la différence entre *Carnets de la guerre d'Espagne* et *Hommage à la Catalogne*. Si le premier brosse une série de tableaux intimistes de la vie quotidienne durant la phase ascendante de la révolution, le second s'attache surtout à comprendre comment "toutes les précisions prises (...) ont tendu à défaire ce qui avait été fait dans les premiers mois de la révolution" jusqu'aux tragiques journées de mai 1937 à Barcelone (G. Orwell, Essais, vol. I, Paris, 1995).

D'une écriture simple, directe et efficace, Mary et Juan décrivent les petits détails de la vie quotidienne significatifs des changements en cours, aussi bien à Barcelone qu'à Madrid ou sur le front d'Aragon. Ainsi le cireur de chaussures refuse un pourboire, le contrôleur du tramway affiche sa fierté de la collectivisation de sa compagnie, le garçon de café se comporte en égal avec ses clients, les femmes tentent de s'organiser et de briser des siècles de soumission et d'oppression, tandis que les prostituées fondent un syndicat affilié à la CNT et affichent dans chaque bordel un écriteau disant : "Vous êtes prié de traiter les femmes comme des camarades".

Il aura fallu attendre exactement soixante ans pour que paraisse une traduction française de *Red Spanish Notebook*. Son principal intérêt est de montrer sobrement "à quoi ressemblent les êtres humains quand ils essaient de se conduire en être humains et non comme des rouages de la machine capitaliste" (G. Orwell).

C. Jacquier

Paris, Editions Verticales, 1997, 287 p., 110 F.

LE THÉÂTRE CITOYEN DE JEAN VILAR

par Emmanuelle Loyer

Le théâtre comme manifestation de la culture doit-il entrer dans le champ des missions de l'État et, à ce titre, être considéré comme un service public ? C'est la question posée, de nouveau, après la Libération, par Jean Vilar, le fondateur, en 1951, du TNP - "Théâtre National Populaire" - qui est évoquée dans ce livre.

Le théâtre, comme beaucoup d'autres activités de la cité, balance entre deux modèles de société. Le modèle libéral qui privilégie la démarche commerciale au prétexte du divertissement sans pousser à la réflexion. Le modèle interventionniste qui soutient le besoin de culture en réponse à l'ambition des philosophes "éclairés" du XVIIIe siècle, développée par les révolutionnaires de l'An II : ne pas éduquer pour rassembler mais instruire pour éveiller les consciences. On ne manquera de relever le parallèle entre cette alternative et la situation de notre télévision dite "libérale".

L'acteur Jean Vilar met en œuvre le projet énoncé par le ministre de l'éducation nationale du Front Populaire, Jean Zay : développer les activités culturelles au profit du plus grand nombre. L'installation au "Palais de Chaillot" à Paris, du "Théâtre National Populaire" dans la perspective d'une rencontre d'un nouveau type telle qu'elle a été expérimentée, depuis 1947, en Avignon, tente de répondre à l'attente d'une "génération pénétrée de la mission d'État, qui voit dans le libéralisme politique et culturel d'une IIIe République bourgeoise la cause essentielle des graves déboires de la France de 1940."

L'État ne se laisse pas forcer la main pour autant. Vilar devra souvent batailler pour défendre sa création. Commercialement, ce n'est pas un échec. Pour beaucoup de spectateurs, c'est un dépoussiérage de la scène, que se partagent alors le théâtre de boulevard et la tradition entretenue par la "Comédie Française". A côtés de Shakespeare, Corneille, Molière ou Musset, revisités, la programmation du TNP de Vilar qui met à l'affiche des auteurs peu connus du grand public comme Büchner, von Kleist, T.S. Eliot ou Pichette emplit la grande salle de Chaillot, les théâtres régionaux, voire, en tournée, les salles étrangères. De nouveaux talents s'y révèlent : Gérard Philipe, Maria Casarès, Jeanne Moreau, Philippe Noiret, Daniel Sorano, etc.1

Il reste paradoxal et navrant que la fièvre transitoire de l'"intelligentsia", en 1968, ait bousculé une si belle entreprise, mieux que n'avait réussi à le faire, un État méfiant. Jean Vilar ne s'en est pas remis, le théâtre populaire non plus.

La lecture du livre d'Emmanuelle Loyer, qui constitue, par ailleurs, un bon résumé de l'histoire du théâtre contemporain, ravivera les souvenirs de ceux qui ont participé à cette "communion" recherchée entre la scène et le public et instruira utilement ceux qui ne l'ont pas partagée.

J.-J. L.

1 Presses Universitaires de France, 148 F.

2 Beaucoup d'entre eux se retrouveront aux génériques des grandes "dramatiques" de la télévision.

APPELÉS EN GUERRE D'ALGÉRIE (1)

par Benjamin Stora

La Guerre d'Algérie n'a jamais voulu dire son nom. Entre 1954 et 1962 deux millions d'hommes se sont rendus dans ce pays pour des opérations dites de maintien de l'ordre. Ces deux millions d'hommes étaient dans leur immense majorité des soldats du contingent et non des militaires professionnels. Pendant ces sept longues années ils ont participé à cette guerre sans nom. Benjamin Stora, dans un ouvrage richement illustré, décrit la vie quotidienne du contingent et retrace en même temps les événements de la guerre d'Algérie. Au sortir de la guerre, et même pendant la guerre, les témoignages se multiplient. Ceux des déserteurs comme Maurienne, Maurice Maschino, ceux des appelés qui sont nombreux et ceux des militaires ayant choisi le camp de l'Algérie française voire pour certains de l'OAS. Cependant aucun d'entre eux — et c'est là une constante des témoignages sur la guerre — n'évoque la mort qu'il a pu donner. La mort est automatiquement celle des autres et de ses compagnons. Les auteurs retracent l'atmosphère des combats, de l'attente et dépersonnalisent — involontairement — la réalité de la guerre. Ce qui explique, en partie, les silences de la mémoire qui entourent encore ce conflit.

Sylvain Boulouque

(1) "Découverte" Gallimard, 128 p., 80 F.

COMBATS POUR LA LIBERTÉ

par Pavel et Clara Thalmann

La nouvelle édition du témoignage de Pavel et Clara Thalmann est un document d'une valeur exceptionnelle dont il faut saluer la réédition.

Pavel et Clara Thalmann sont deux militants suisses. D'abord adhérents au Parti socialiste suisse, ils rejoignent le camp communiste. Pavel se rend en Union Soviétique pour suivre les cours de l'université des peuples et de l'école des cadres. Parallèlement il appartient à l'opposition de gauche et se rapproche de Léon Trotsky. De retour en Suisse, il est exclu pour son opposition à la politique stalinienne. C'est dans les groupes de l'Opposition que Pavel a rencontré Clara.

Le combat de leur vie est la guerre d'Espagne. Clara s'est rendue aux Olympiades de Barcelone, organisées pour

contrer les Jeux Olympiques de Berlin. Le pronunciamiento éclate. Clara s'engage dans les milices du Parti ouvrier d'unification marxiste. Pavel la retrouve. Dès lors ils racontent, avec majesté, les combats de la guerre civile espagnole : le front d'Aragon, la bataille de Madrid. Mais aussi les prisons staliniennes qui fleurissent en Espagne à partir de mai 1937. Pavel et Clara sont recherchés par les petits soldats de Staline. En effet, Pavel a commis au début de l'année 1937 un petit pamphlet : "La politique stalinienne qui cherche à stopper la révolution sociale en cours". Après une période de clandestinité, ils sont arrêtés par les agents du Guépéou. Ces agents officient pour le compte du Service d'investigation militaire, le SIM, qui officiellement est dirigé par des Espagnols. Les Thalmann ne sont pas dupes. Ils subissent des interrogatoires musclés, auxquels ils répondent par une grève de la faim. Une angoisse les tenaille en permanence : être exécutés sommairement, comme Andrès Nin, le leader du POUM.

Pavel et Clara sont finalement libérés, ils quittent l'Espagne, arrivent en France pour participer aux combats de la résistance après avoir aidé leurs camarades républicains enfermés dans les camps du Vernet et de Gurs.

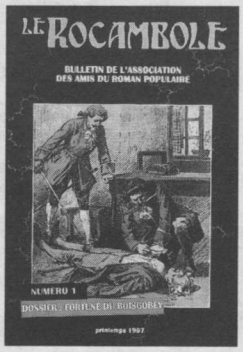
Un grand livre que celui de Pavel et Clara Thalmann, un classique de la liberté, qui démontrent qu'antifascisme et antistalinisme peuvent aller de pair.

Sylvain Boulouque

La Digitale, Quimperlé, 1997, 286 p., 85 F.

Le manque de place nous contraint de reporter au prochain numéro la suite du Temps des Livres

REVUES



LE ROCAMBOLE N° 1

Bulletin de l'Association des amis du Roman populaire

Ce premier numéro de Rocambole est consacré à Fortuné Du Boisgobey (1821-1891), continuateur du roman policier après Emile Gaboriaux, sur lequel Thierry Chevrier - dont nos lecteurs ont pu apprécier les articles - a mené une enquête approfondie qui lui a permis de retrouver des archives familiales exceptionnelles, dont il entame le dépouillement et dont il nous livre les premiers éléments, notamment une liste exacte des œuvres de François Du Boisgobey, avec l'indication des sommes reçues pour la publication en feuilleton de chacune, indication précieuse pour une histoire socio-économique du métier de romancier populaire. Ce dossier s'enrichit d'un long article inédit sur une question judiciaire, le "crime d'intention". L'autre grande partie du numéro s'organise en chroniques. Elles proposent une grande richesse d'informations de toutes sortes, notes de lecture, sommaire de recueils d'articles, colloques, informations diverses...

S'adresser à l'Association des Amis du Roman populaire, 23 rue du Léon, 78310 Maurepas.

HISTORIENS ET GEOGRAPHES N°357 LA IVe REPUBLIQUE

Le thème de ce 357e numéro est : La IVe République, histoire, recherches et archives (1ère partie).

Au sommaire :

– Les sources (archives à la Section du XXe siècle, archives de la Présidence de la République, les inventaires des papiers présidentiels, les sources privées).

– Bibliographie générale (plan de classement).

– La mise en place de la IVe République

• Note sur la périodisation par *Maurice Agulhon.*

• Alger, 1944. L'invention de la République ? *par Vincent Duclert.*

• Les élites locales dans la tourmente (1935-1953) *par Gilles Le Beguec et Denis Peschanski.*

• Les représentations de la Libération sous la IVe République : l'exemple de la Bretagne *par Catherine Lefrançois.*

• La réincarnation de l'Etat en 1944 : commissaires de la République et voyages de Charles de Gaulle *par Charles-Louis Foulon.*

• Le poids du quotidien, de la Libération au départ du général de Gaulle *par Olivier Wieviorka.*

• Les élections locales de 1945 : la normalisation de la vie politique *par Gilles Morin.*

• Forces politiques et projets constitutionnels (1943-1946) *par Andreas Nielen.*

• Les institutions de la IVe République et leur évolution *par Jean-Jacques Becker.*

• Leclerc, D'Argenlieu, De Lattre. Trois officiers généraux dans la guerre d'Indochine *par Jean Delmas.*

– Les forces politiques sous la IVe République.

• Le PCF et la IVe République *par Philippe Buton.*

• La maladie de langueur de la gauche socialiste *par Alain Bergounioux.*

• François Mitterrand en IVe République *par Eric Duhamel.*

• Henri Queuille, une vie politique *par Hervé Bastien.*

• Le MRP "Parti de la Quatrième République" ? *par Danièle Dray-Zéraffa.*

• Le Rassemblement du peuple français (RPF) 1947-1955 *par Bernard Lachaise.*

• Les droites et la IVe République *par Sylvie Guillaume.*

S'adresser à Historiens et Géographes, APHG, BP 6541, 75065 Paris Cedex 2.

TRAMES N° 2

Deuxième numéro de la nouvelle revue d'Histoire et de Géographie de l'IUFM de l'Académie de Rouen, consacré à deux dossiers :

1- Dossier Patrimoines :

- L'Etat et le Patrimoine en France de la Révolution à nos jours, par *S.Reneau.*

- Lire le passé industriel de la ville (Louviers), par *D. Marinier.*

- Les noms de rues, un chemin de mémoire, par *D. Brun*

2- Dossier Histoire de la littérature de la jeunesse :

- Un "best seller" de l'édification, *Mes Prisons de Sylvio Pellico,* par *J.- C. Vimont.*

- L'imagerie scolaire des *Fables* de La Fontaine, par *B. Gaston-Lagorre.*

- Une anthologie de chants populaires à l'usage des Ecoles Normales (1936), par *C. Goubault.*

- La littérature pour enfants et la violence, par *G. Ragache.*

S'adresser à : IUFM, 2 rue du Tronquet, BP 18, 76131 Mont-Saint-Aignan, 262 pages, 30 F.

Librairie de GAVROCHE

Les commandes sont à adresser à
EDITIONS FLOREAL, BP 872, 27008 - EVREUX

La Guerre détraquée (1940)
par Gilles Ragache
256 pages, illustré — **40 F.**

Contrebandiers du sel
par Bernard Briais
La vie des faux-sauniers
au temps de la gabelle
288 pages, illustré — **50 F.**

Les Grandes Pestes en France
par Monique Lucenet
288 pages, illustré — **55 F.**

Le Coup d'Etat
du 2 décembre 1851
par L. Willette
256 pages, illustré — **30 F.**

DOSSIERS
D'HISTOIRE
POPULAIRE :
— **Luttes ouvrières — 16e/20e siècle**
— **Les paysans — Vie et lutte du Moyen-Age au 1er Empire**
— **Courrières 1906 : crime ou catastrophe ?**
— **Les années munichoises (1938/1940)**
Les 4 dossiers — **60 F**

C'est nous les canuts
par Fernand Rude
Sur l'insurrection
lyonnaise de 1831
286 pages — **25 F.**

Un maquis d'antifascistes allemands en France (1942-1944)
par E. et Y. Brès
350 pages, illustré — **140 F.**

Carl Heil speaker contre Hitler
par Eveline et Yvan Brès
189 pages — **135 F.**

Histoire de la littérature libertaire en France
par Thierry Maricourt
491 pages — **150 F**

Henri Poulaille
par Thierry Maricourt
253 pages — **185 F**

Dictionnaire des auteurs prolétariens
par Thierry Maricourt
275 pages — **129 F**

Barbelés à Argelès et autour d'autres camps
par Francisco Pons
282 pages — **140 F**

La collaboration dans l'Eure 1940-1944
par Julien Papp
278 pages — **150 F**

Ces barbelés oubliés par l'Histoire
par Jacques Sigot
351 pages – **138 F**

Le Petit Père Combes
par Jacques Risse
236 pages – **130 F**

Le gâchis audiovisuel
par J.-J. Ledos, J.P. Jézéquel
et P. Regnier
222 pages — **87 F**

Poulbot le père des gosses
par Francis Robichon
112 pages illustré — **250 F**

Femmes et citoyennes
par Patricia Latour
128 pages — **120 F.**

Syndicats nous voilà !
par Jean-Pierre Le Crom
410 pages — **190 F.**

La France ouvrière
T1 des origines à 1920 **180 F**
T2 1920-1968 **180 F**
T3 1968 à nos jours **140 F**

Deux Républicains de progrès
par G. Touroude
154 pages — **90 F.**

Naissance de l'Ecole du Peuple (1815-1870)
par F.-J. Jacquet-Francillon
320 pages — **170 F.**

Intellectuels et politique
par Christian Delporte
128 pages — **70 F.**

Femmes et militantismes
par Dominique Loiseau
238 pages — **130 F.**

La parole en chantant
par Thierry Maricourt
182 pages — **99 F.**

Voyage au pays de l'arbitraire
par Yonnel Liègeois
256 pages — **120 F**

La politique expliquée aux enfants
par Denis Langlois
128 pages — **65 F**

J'ai dit non ! Témoignage d'un réfractaire au STO
par Maral Bénévent
205 pages — **80 F**

Les Maoïstes
par Christophe Bourseiller
345 pages — **139 F**

Les libertines, plaisir et liberté au temps des Lumières
par Olivier Blanc
279 pages — **135 F**

Négationnistes :
les chiffonniers de l'Histoire
Collectif - 238 pages — **120 F**

Journal Officiel
de la Commune
656 pages — **300 F**

Histoire du personnel des prisons françaises du XVIIIe s. à nos jours
par Christian Carlier
272 pages — **150 F**

Histoire du Dimanche de 1700 à nos jours
par Robert Beck
384 pages — **150 F**

La prison aux champs
par Christian Carlier
736 pages — **260 F**

Les nouvelles passerelles de l'extrême-droite
par Thierry Maricourt
200 pages — **120 F**

Thomas Munzer
ou la guerre des paysans
par Maurice Pianzola
288 pages — **145 F**

COLLECTION
"LA PART DES HOMMES"

Lissagaray, le plume et l'épée
par René Bidouze
238 pages — **125 F**

Jules Guesde, l'apôtre et la loi
par Claude Willard
123 pages — **93 F**

Gracchus Babeuf avec les Egaux
par Jean-Marc Schiappa
265 pages — **125 F**

Moi, Clément Duval, bagnard et anarchiste
par Marianne Enckell
254 pages — **125 F**

Eugène Varlin, Chronique d'un espoir assassiné
par Michel Cordillot
268 pages — **125 F**

Madeleine Pelletier
Une féministe dans l'arène politique
par Charles Sowerwine
et Claude Maignien
252 pages — **125 F**

Clara Zetkin, féministe sans frontière
par Gilbert Badia
336 pages — **125 F**

Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline
par Pierre Broué
496 pages — **125 F**

Renaud Jean,
le tribun des paysans
par Gérard Belloin
336 pages — **125 F**

Rosa Luxembourg épistolière
par Gilbert Badia
255 pages — **125 F**

POUR LA JEUNESSE :
Dans la collection
"Mythes et Légendes"
225 x 285, illustré
Chaque volume — **65 F**
— **La Chevalerie**
— **L'Egypte**
— **Les Loups**
— **L'Amazonie**
— **Les Gaulois**
— **Les dragons**
— **La création du monde**
— **Les Incas**
— **La Grèce**
— **Les Vikings**
— **Les animaux fantastiques**
— **Les ours**
— **Vers l'Amérique**
— **L'Europe**
— **Les Indiens**
— **Ciel et étoiles**
— **Les métamorphoses**
— **Les félins**
— **Terres de mystère**
— **La forêt**
— **La mer**
— **L'Orient**
— **Sports et jeux**

Dans la collection
"Mes premières légendes"
200 x 200, illustrées
Chaque volume — 48 **F**
— **Les Baleines**
— **Les Géants**
— **Les Fées**
— **L'Hiver**
— **Les sorcières**
— **Les musiciens**
— **Les couleurs**
— **Le printemps**
— **Les chats**
— **L'automne**
— **Les trésors**
— **Les grands gentils loups**
— **Le soleil et la lune**
— **L'orage**

Dans la collection
"Histoires vraies"
Chaque volume — **33 F.**
— **Le Secret du grand-frère**, une histoire de canuts
— **Léa, le Galibot**, une histoire de mineurs
— **Le Ruban noir**, une histoire de tisserands
— **La Revanche du p'tit Louis**, une histoire de forgerons
— **Les cordées de Paris**, une histoire de ramoneurs
— **Les jumeaux de Carmaux**, une histoire de verriers
— **Frères du vent**, une histoire de mousses
— **Les Princes du rire**, une histoire de jongleurs
— **Quand la Charlotte s'en mêle**, une histoire de dentellières
— **Le sauvetage du proscrit**, une histoire de typographe
— **Le paquet volé**, une histoire de saute-ruisseau
— **Les fendeurs de liberté**, une histoire d'ardoisiers.
— **L'audace de Nicolas**, une histoire de cheminots
— **Voyage au bout de la Loire**, une histoire de mariniers
— **Le cadeau d'Adrienne**, une histoire de porcelaines
— **Fleurs d'Ajonc**, une histoire de petite bonne
— **Le rêve de bel humeur**, une histoire de marchand de livres
— **Papillon de papier**, le petit rat de l'opéra.
— **La robe de bal**, une petite couturière
— **Les moutons d'Armel**, un berger de Provence

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Gavroche à compter du numéro 96
Un an 5 numéros (dont 1 double) : 170 F — Etranger : 200 F (par avion)
Tarif spécial étudiant : 145 F sur justification.

Nom ..... Prénom .....

Profession .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Adresser bulletin et titre de paiement à : Editions Floréal, BP 872 — 27008 Evreux Cedex
CCP 5027 58 E ROUEN

L'amateur de livres

L'AMATEUR DE LIVRES.

Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables...

Assurez-vous, de préférence, que les livres sont encore disponibles. Merci !

Accart (J.-M.), Evadés de France, prisons d'Espagne. *Récit.* Arthaud 1945, 156 p ..... 40 F

Albert (Michel), Le pari français. *Le nouveau plein-emploi.* Seuil 1982, 318 p ..... 30 F

Ancian (Jean-Marc), La police des polices. Balland 1988, 298 p ..... 40 F

Arouet, Voyage en Absurdie. *Pamphlet anti-gaulliste.* Ed. du Soleil, Bruxelles 1946, ill., 213 p ..... 60 F

Aranda (Gabriel), La stratégie soviétique dévoilée. *Une mystification de l'histoire ?* Fayard 1962, 346 p ..... 50 F

Bechtel (Guy), Laval, 20 ans après. Laffont 1963, 376 p ..... 50 F

Bogdan (Henry), Histoire des pays de l'Est des origines à nos jours. Perrin 1990, 622 p ..... 80 F

Bolle (Jacques), Les séductions du communisme de la bible à nos jours. *A propos de la coexistence.* Morgan 1957, 190 p ..... 50 F

Bordonove (Georges), La tragédie des Templiers. France Loisirs 1993, 417 p ..... 50 F

Bredin (Jean Denis), L'Affaire. *Dreyfus.* Julliard 1983, 551 p ..... 50 F

Bromberger (M. et S.), Les 13 complots de mai. *Les événements de mai 1958.* Fayard 445 p (défraîchi) ..... 35 F

Calic (Edouard), J'ai vu vivre la Sibérie. Fayard 1962, 272 p ..... 40 F

Carmoy (Guy de), Fortune de l'Europe. Domat 1953, 402 p index ..... 60 F

Carot et Navarro, La France du gaspillage. M.A. Ed. 1984, 210 p ..... 40 F

Cavaniol (H.), L'Invasion de 1870-71 dans la Haute-Marne. Cavaniol Chaumont 1873, 485 p avec un plan dépliant .. 120 F

Chambrun (René de), Pierre Laval devant l'histoire. France-Empire 1983, 398 p ill. ..... 45 F

Charles-Picard (Gilbert), Auguste et Néron. *Le secret de l'Empire.* Hachette 1962, 285 p ..... 40 F

Chaunu (Pierre), La France. *Histoire de la sensibilité des Français à la France.* Laffont 1982, 388 p ..... 70 F

Chuquet (Arthur), La retraite de Brunswick. *3e vol. des Guerres de la Révolution.* Plon 1914, 271 p ..... 60 F

Claretie (Jules), Histoire de la Révolution de 1870-71. Librairie illustrée 1877, 2 vol. (790+807pp.) rel. d. bas. rouge dos à nerfs ..... 500 F

Closets (François de), Tous ensemble. *Pour en finir avec la syndicratie.* Seuil 1985, 477 p ..... 30 F

Colin (Charles Ambroise), Sacrifice de Bassompierre. *Jugement d'un collaborateur.* Amiot.Dumont 1948, 236 p ..... 50 F

(Collectif), Les Marxistes contre l'autogestion. Selio 1974, 216 p ..... 40 F

Conte (Arthur), L'épopée coloniale de la France. Plon 1992, 545 p ..... 60 F

Coornaert (Emile), Les Corporations en France avant 1789. Les Ed. Ouvrières 1968, 316 p ill. index ..... 100 F

Delaunay (Vadim), Pour cinq minutes de liberté. *Un poète chez les droits communs du Goulag.* Laffont 1985, 272 p ..... 40 F

Delpey (Roger), Prisonnier de Giscard. Grancher 1982, 353 p ..... 40 F

(Déportations) Les Françaises à Ravensbrück. Gallimard 1966, 350 p ..... 50 F

Desgraves (Louis), Montesquieu. Mazarine 1986, 487 p index ..... 60 F

Dominique (Pierre), Les fils de la Louve. *Mussolini et le fascisme.* Ed. de France 1926, 248 p ..... 60 F

Du Moulin de Labarthète, Le temps des illusions. *Souvenirs (juillet 1940-Avril 1942).* A L'Enseigne du cheval ailé 1946, 437 p ..... 70 F

Express (L'), L'aventure du vrai. *Articles parus dans l'Express.* A. Michel, 1979, 374 p ..... 40 F

Hamelet (Michel-P.), Un prolétaire au Figaro. *De Pierre Brisson à Robert Hersant.* Grasset 1987, 366 p ..... 45 F

Howard (Peter), Le monde reconstruit. *L'histoire de Frank Buchman, des hommes et des femmes du Réarmement moral.* Julliard 1951, 224 p index ..... 50 F

Jungk (Robert), Plus clair que mille soleils. *Le destin des atomistes.*Arthaud 1958, 320 p, index ..... 50 F

Juquin (Pierre), Autocritiques. Grasset 1985, 263 p ..... 40 F

Kadaré (Ismaïl), Le grand hiver. *Roman sur le monde communiste albanais face à l'URSS.* Fayard 1978, 515 p ..... 45 F

Kolakowski (Leszek), Histoire du Marxisme (T.2). *L'âge d'or de Kautsky à Lénine.* Fayard 1987, 607 p index (tome seul) ..... 60 F

Kouchner (Bernard), L'île de lumière. *Un bateau humanitaire pour le Vietnam.* Ramsay 1980, 414 p ill. ..... 50 F

Langlois (Denis), Les dossiers noirs de la justice française. Seuil 1974, 224 p ..... 40 F

LIBRAIRIE FLOREAL
41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 02.32.33.22.33

Nom : ..... Adresse : .....
Je vous commande les livres suivants : .....

Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	20,00
Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal	Total	

Le Goupil (Paul), La route des crématoires. Amitié par le livre 1962, 245 p ..... 45 F

Leonhard (Wolfgang), Un enfant perdu de la Révolution. *La formation des fonctionnaires communistes.* France-Empire 1983, 322 p ..... 45 F

Manceron (Claude), Les Hommes de la Liberté Laffont 1974

- Les vingt ans du roi 1774/1778 .. 60 F
- Le vent d'Amérique 1778/1782 ... 60 F
- Le bon plaisir 1782/1785 ..... 60 F
- La Révolution qui lève 1785/1787 . 60 F
- Le sang de la Bastille 1787/1789 . 60 F

Manchester (William), Les Armes des Krupp. Laffont 1970, 826 p ill. index ..... 70 F

Marx (Karl), Le Capital. PUF 1970, 488 p ..... 40 F

Massé (Ludovic), Les Grégoire Le livret de famille. France Loisirs 1984, 435 p ..... 40 F

Mollier (Jean-Yves), L'argent et les lettres. *Histoire du capitalisme d'édition 1880-1920.* Fayard 1988, 550 p, index .... 90 F

Muret (Maurice), L'Archiduc François-Ferdinand. Grasset 1932, 349 p (défraîchi) ..... 40 F

Naudeau (Ludovic), La France se regarde. *Le problème de la natalité.* Hachette 1931, 470 p (défraîchi) ..... 70 F

Naudeau (Ludovic), L'Italie fasciste ou l'autre danger. Flammarion 1926, 265 p ..... 50 F

Nicolson (Harold), Diplomatie. *La carrière, ses origines, son évolution.* La Baconnière, Neufchâtel 1948, 223 p .....

Payne et Dobson, L'espionnage de A à Z. Londreys 1985, 342 p ..... 45 F

Péan (Pierre), Affaires africaines. Fayard 1983, 341 p ..... 45 F

Pellissier (Pierre), Emile de Girardin prince de la Presse. Denoël 1985, 420 p ..... 70 F

Perrault (Gilles), Notre ami le roi. *Hassan II* Gallimard 1990, 369 p (défraîchi) ..... 35 F

Peskov (Vassili), Ermites dans la Taïga. Actes Sud 1992, 238 p ..... 45 F

(Pétain), Le procès du maréchal Pétain. *Compte rendu sténographique.* Albin Michel 1949, 2 vol 1126 p ..... 120 F

Pierrejean (Daniel), L'envers du jour J. *6 juin 44 le guet-apens américain.* Presse de la Cité 1997, 350 p ..... 60 F

Ponfilly (Christophe de), Le clandestin dans la guerre des résistants afghans. Laffont 1985. 249 p ..... 45 F

Quéval (Jean), Première page, Cinquième colonne. Fayard 1945, 358 p (défraîchi) ..... 50 F

Raphael-Leygues (Jacques), Georges Leygues le "père" de la marine. France-Empire 1983, 318 p ..... 40 F

Rossi (A.), Les communistes français pendant la drôle de guerre 1939-40. Albatros 1972, 412 p index ..... 60 F

Sajer (Guy), Le soldat oublié. Laffont 1983, 549 p ..... 45 F

Schemla (Elisabeth), Edith Cresson la femme piégée. Flammarion 1993, 344 p ..... 45 F

Schmid (Jakob Robert), Le maître-camarade et la pédagogie libertaire. Maspero 1976, 218 p ..... 40 F

Sieyès (Emmanuel), Qu'est-ce que le Tiers Etat ? PUF 1982, 95 p ..... 25 F

Sirven (Alfred), Les prisons politiques. *Sainte-Pélagie.* Lebigre-Duquesne 1868, 250 p rel. d. bas. ..... 150 F

Souchon (Paul), Les deux femmes de Victor Hugo. Tallandier 1947, 251 p .. 50 F

Taittinger (Pierre), ...et Paris ne fut pas détruit. Nouv. Ed. Latines 1956, 358 p, envoi ..... 50 F

Tillion (Germaine, L'Algérie en 1957. Les Ed. de Minuit 1957, 125 p ..... 40 F

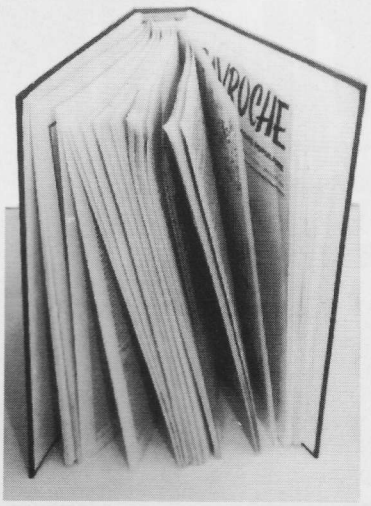
Venner (Dominique), Baltikum. *Dans le Reich de la défaite, le combat des Corps-francs 1918-1923.* Laffont 1974, 366 p index ..... 50 F

Vray (Nicole), Les femmes dans la tourmente. *Les gens de l'Ouest sous la Révolution.* Ed. Ouest-France 1988, 141 p ..... 40 F

Walter (Henriette), L'aventure des langues en Occident. *Leur origine, leur histoire, leur géographie.* Laffont 1994, 498 p index ..... 80 F

La Bonne Collection (Reprise de "La Brochure mensuelle") chaque plaquette 25 F :

- N° 6 : Kropotkine, La Morale anarchiste.
- N° 9 : Madeleine Vernet, L'Amour Libre.
- N° 17 : Bakounine : Les Endormeurs.
- N° 18 : C.A. Laisant, L'Education de Demain.
- N° 28 : Raoul Odin, La Rhétorique du Peuple.
- N° 31 : F.O. Ritz, L'Origine de la Vie.
- N° 32 : E. Girault, A bas les Morts ! - Albert Libertad, Le culte de la Charogne.
- N° 41 : Louis Combes, Un précurseur anarchiste Diogène.
- N° 46 : Lux, L'Instinct de Conservation - Vive la Vie !
- N° 50 : Sébastien Faure, Réponses aux paroles d'une croyante.
- N° 63 : Jean Marestan, Le Mariage, le Divorce et l'Union Libre.
- N° 67 : E. Chapelier, Pourquoi je ne crois plus en Dieu.
- N° 75 : E. Armand, Amour Libre et Liberté sexuelle.
- N° 78 : René Chaughi, La Femme Esclave - Dr M. Pelletier, Dépopulation et Civilisation.
- N° 79 : Kropotkine, Le Gouvernement représentatif.
- N° 80 : E. Malatesta, En Période Electorale.
- N° 81 : Rhillon, Le Travail-Argent.
- N° 83 : Kropotkine, L'Etat, son rôle historique.
- N° 86 : F.-A. Barnard, La pluralité en amour - John R. Coryell, La valeur de la chasteté.
- N° 97 : Edouard Rothen, La Liberté individuelle.
- N° 99 : Kropotkine, Les Prisons.



Reliure qui permet de classer 10 numéros soit 2 années de la revue :

A l'unité : ..... 55 francs
De 2 à 4 : ..... 50 francs l'une
Au-delà : ..... 45 francs l'une

Franco de port

Je commande ..... reliure (s) (chèque joint)

Mon adresse.....
.....

En ce temps-là…
L'Eglise et la jeunesse.
Steinlen. L'Assiette au Beurre (Début du siècle).